



**Horaires Imsak et Iftar
des villes algériennes**

Iftar		Imsak	
Alger	19:28	Alger	4:28
Béjaïa	19:20	Béjaïa	4:20
Oran	19:42	Oran	4:44

Saha ftourkoum



UNE FOIS DE PLUS, LE COMPORTEMENT IRRESPONSABLE DE LA DIPLOMATIE MAROCAINE EST MIS À L'INDEX

Rabat s'oppose à une déclaration arabe condamnant les violations israéliennes à Al-Qods

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 20 AVRIL 2022 // N°289 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

EXPLORATION PÉTROLIÈRE
Sonatrach en tête du classement dans la région arabe et en Afrique P.4



LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ANP, SAÏD CHANEGRHA

« La marine algérienne sera de nouveau une véritable force de dissuasion » P.3



POUR VIOLATION DU DEVOIR DE RÉSERVE

Le Président Tebboune met fin aux fonctions du conseiller chargé des associations religieuses, Aissa Belakhdar P.3

PÉTROLE
L'Algérie domine le classement arabe des découvertes durant le 1er trimestre 2022 P.2

FONCTION PUBLIQUE/RÉVISION À LA HAUSSE DU POINT INDICIAIRE

Les salaires vont augmenter à partir du 1er mai

P.4



L'ALGÉRIE EXIGE DES CLARIFICATIONS FRANCHES POUR LE RETOUR DE SON AMBASSADEUR À MADRID

L'Espagne hypothèque ses relations avec Alger

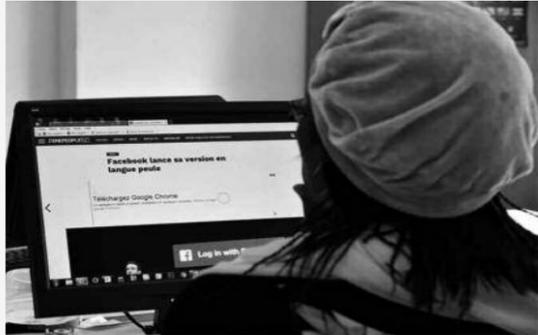
P.3



EN AFRIQUE, FACEBOOK PRATIQUE LE COLONIALISME NUMÉRIQUE

En perte de vitesse dans les pays industrialisés, Facebook a investi l'Afrique, notamment en se rendant indispensable pour de nombreuses activités économiques. Mais cet intérêt du mastodonte numérique pour le continent prend appui sur un monopole qui menace les équilibres politiques et sociaux des pays africains.

En 2015, Facebook a lancé Free Basics, un service qui donne accès à la plateforme même sans crédit de données. Depuis cinq ans, Free Basics a été déployé dans 32 pays d'Afrique. Et l'ambition de Face-



book ne s'arrête pas là. Quand il n'existe aucun prestataire télécom pour créer un partenariat, ou quand les infrastructures sont insuffisantes, le géant met au point des satellites qui peuvent déployer un accès à Internet dans des régions reculées.

L'accès à Internet a presque toujours lieu sur un téléphone mobile ; environ 8 % des foyers africains ont un ordinateur, alors que 50 % ont un mobile. Quand leur forfait de données mobiles est épuisé, ils conservent leur accès à Facebook.

LA RUSSIE APPELLE « TOUS LES MILITAIRES » UKRAINIENS À DÉPOSER LES ARMES

La Russie a appelé hier toute l'armée ukrainienne à "déposer les armes" et les derniers défenseurs de la ville de Marioupol à cesser leur "résistance insensée", un appel qui intervient alors que Moscou semble lancé dans sa grande offensive sur l'est ukrainien. "Ne tentez pas le destin, prenez la seule décision correcte, celle de cesser les opérations militaires et déposez les armes", a dit le ministère russe de la Défense, dans un communiqué.

"Nous nous adressons à tous les militaires de l'armée ukrainienne et aux mercenaires étrangers: un sort peu enviable vous attend à cause du cynisme des autorités de Kiev", a-t-il ajouté. L'armée russe a



promis en outre "la vie sauve" aux combattants ukrainiens de Marioupol (sud-est) occupant encore le site industriel d'Azovstal, s'ils se rendaient.

L'ÉTAT ISLAMIQUE VEUT VENGER LA MORT DE SON CHEF ET ENVISAGE DES ATTAQUES EN EUROPE

Daech a appelé ses partisans à profiter de la guerre en Ukraine pour reprendre les attaques en Europe. L'État islamique entend également « venger » la mort de Abou Ibrahim al-Hachimi al-Qourachi, son ancien chef, tué en

février. « Nous annonçons, en nous appuyant sur Dieu, une campagne bénie pour se venger » de la mort du chef de l'EI, a déclaré Abou Omar al-Mouhajir, le porte-parole du groupe, dans un communiqué audio diffusé dimanche sur

Telegram leur étant attribué. L'EI a également appelé ses partisans à reprendre leurs attaques en Europe en saisissant « l'occasion » du « combat entre croisés », en allusion à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

LE DOSSIER DE L'AFFAIRE DU DÉPUTÉ MOHAMED BEKHADRA BIENTÔT « CLOS »

L'ancien soldat engagé dans la Légion étrangère en France et élu député en Algérie attend toujours que l'Assemblée statue sur son cas. Élu lors des dernières législatives de juin 2021 dans la circonscription de Marseille, le député Mohamed Bekhadra, qui « aurait servi dans la Légion étrangère, com-

battu dans plusieurs pays d'Afrique du Sahel au nom de la France puis naturalisé en 2006. Il est notamment « fiché » pour avoir servi au sein du régiment français d'interventions au Tchad, mission au terme de laquelle il a travaillé en tant qu'infirmier et obtenu une médaille du mérite.

Ces « révélations » ont

poussé le Parlement à interdire, la semaine passée, à ce député l'accès à l'hémicycle de l'Assemblée nationale en attendant « son exclusion » de l'assemblée. Le ministre de la Justice a également été saisi par des présidents de groupes parlementaires afin de lever l'immunité parlementaire de Mohamed Bekhadra.

PÉTROLE L'ALGÉRIE DOMINE LE CLASSEMENT ARABE DES DÉCOUVERTES DURANT LE 1ER TRIMESTRE 2022

L'Algérie a dominé le classement des indices de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) relatif à l'investissement dans les opérations de découverte de pétrole au niveau arabe et les pays membres durant le premier trimestre de 2022.

"Au niveau des pays arabes, les données disponibles font état de 13 nouvelles découvertes de pétrole et de gaz au premier trimestre 2022 dont 12 découvertes au niveau des Etats membres de l'OPAEP (...)", lit-on dans un rapport de l'Organisation intitulé "Les indicateurs



positifs d'investissement dans les opérations d'exploration durant le 1er trimestre 2022, et leurs

répercussions sur la stabilité des marchés pétroliers dans le monde" (lire en p.4).

UNE DÉFAITE DE MOSCOU FERAIT RECULER PÉKIN UN CONFLIT ULTRA-STRATÉGIQUE : LA GUERRE EN UKRAINE SELON JOE BIDEN

Washington, sans s'engager directement, cherche à aider au maximum Kiev en fournissant renseignements et armes. D'autant qu'infliger une défaite à Moscou pourrait être le

meilleur message à adresser à Pékin... Telle est la manœuvre menée par Washington, qui fait tout ce qui doit être mené, « en sous-sol », de toute évidence, pour alourdir encore

plus les pertes russes et donner l'image d'un empire vaincu et finissant. La Chine est de ce fait directement ciblée par les messages, tant en messages clairs qu'en cryptés.

PASSE D'ARMES ENTRE NAFTALI BENNETT ET NETANYAHOU LES CHIFFRES HALLUCINANTS SUR HAMAS

« L'héritage que vous laissez: des roquettes sur Jérusalem, des lynchages à Acre et Lod, Israël en flammes ». En réponse aux critiques de Benjamin Netanyahu sur la conduite du gouvernement face aux tensions sécuritaires, le Premier ministre israélien a vivement attaqué hier, le chef de l'opposition rappelant

notamment les roquettes tirées depuis Gaza sur Israël par le passé. "Monsieur Netanyahu, quand vous étiez au pouvoir, les terroristes ont tiré 13.000 roquettes sur les habitants du sud, mené 1.500 attaques, tué 238 Israéliens et blessé 1.700", s'est insurgé Naftali Bennett sur son compte Twitter.



L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA
PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz
Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ : S'ADRESSER
À L'AGENCE NATIONALE
DE COMMUNICATION
D'ÉDITION ET DE LA
PUBLICITÉ (ANEP)
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

LA GUERRE EN UKRAINE SE FAIT AUSSI PAR MESSAGES, PAR SOUS-TRAITANCE ET PAR RICOCHETS

La théorie de Tom et Jerry

Par Fayçal Oukaci

Lors d'un conflit ultra-stratégique de type Russie-Ukraine, il serait utile et judicieux de faire de la place aux anciennes théories du XXe siècle et qui tiennent toujours une place majeure dans le jeu de stratégie. Selon ses concepteurs américains, la théorie « domino theory » est une théorie géopolitique énoncée au XXe siècle, selon laquelle le basculement idéologique d'un pays en faveur du communisme serait suivi du même changement dans les pays voisins selon un effet domino. Il semble bien qu'à cet effet, les choses n'ont pas évolué de manière significative. Si l'on se fie au président américain lui-même, le retrait américain et son implication « de loin » s'incruste dans cet ensemble.

Washington est en train d'appuyer Kiev en fournissant renseignements et armes, avec cet objectif en ligne de mire : infliger une défaite à Moscou pourrait être le meilleur message à adresser à Pékin. De même, Poutine cherche une victoire stratégique pour lancer les mêmes messages à Biden. La Chine de son côté, peut être le grand vainqueur de ce « dialogue stratégique à distance » : une victoire russe renforcerait l'axe Pékin-Moscou et donnerait du crédit à la légitimité de ses revendications sur Taiwan ; une défaite russe renforcerait dans le monde ses capacités commerciales et économiques ; et enfin, un « match nul » ferait sortir grandis les Chinois d'un conflit dans lequel ils ne se seraient pas mouillés. En termes plus familiers, c'est la théorie de Tom et Jerry en mode feu et sang. Montrer que Tom est le grand méchant chat pour le faire sortir de la maison et laisser Jerry gérer tranquillement son fromage ; ou montrer que c'est Jerry qui est méchant et donner plus de crédit et de pouvoirs au chat pour nettoyer la maison des rongeurs. Dans tous les cas, Spike le chien garde les cartes en main. Il peut à tout moment appuyer l'un ou l'autre des deux belligérants.

L'Ukraine, qui n'est, hélas, que le terrain de jeu, le théâtre des opérations de cette guerre ouverte Russie-Otan, fait les frais de ces démonstrations stratégiques.

F. O.

L'ESPAGNE HYPOTHÈQUE SES RELATIONS AVEC ALGER

L'Algérie exige des clarifications franches pour le retour de son ambassadeur à Madrid

L'Envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Amar Belani, a indiqué, lundi, que le retour de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid « sera tranché souverainement par les autorités algériennes dans le cadre de clarifications préalables et franches pour reconstruire une confiance sérieusement abîmée ».

Belani a affirmé que « le retour de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid sera tranché souverainement par les autorités algériennes dans le cadre de clarifications préalables et franches pour reconstruire une confiance sérieusement abîmée sur la base de principes clairs, prévisibles et conformes au droit international ». S'agissant de ceux qui spéculent naïvement sur "une colère passagère de l'Algérie, ils ne sont pas en phase avec la réalité", a-t-il répondu.

S'exprimant par la même occasion au sujet de la dernière déclaration du chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, l'Envoyé spécial a déclaré : « Il s'agit de propos formulés avec une légèreté déconcertante, qui correspondent à la volonté de s'auto-absoudre de la lourde responsabilité personnelle dans l'adoption de ce surprenant revirement sur la question du Sahara occidental quirompt avec la position d'équilibre traditionnelle de l'Espagne ».

Et de poursuivre : "En se dédouanant, de manière aussi candide, il a laissé entendre que la nouvelle



position du gouvernement espagnol sur la question du Sahara occidental est conforme aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et qu'elle s'aligne également avec la position d'autres pays. En ce faisant, il semble oublier que l'Espagne a une responsabilité particulière, tant sur le plan moral que juridique en sa qualité de puissance administrante de juré (statut rappelé en 2014 par l'Audiencia nacional) et en sa qualité de membre du Groupe des amis du Sahara occidental auprès du Secrétaire général des Nations unies".

En outre, ajoute le diplomate, la démarche qui consiste à relativiser la gravité de ce changement de la position du gouvernement espagnol sur la question du Sahara occi-

dental en la comparant avec la position de certains pays sur l'autonomie est "abusive et ne reflète pas la réalité". Il rappelle que l'administration américaine évoque "une approche potentielle", quand la France indique que c'est "une base" et que le gouvernement allemand s'est exprimé sur cette option en la qualifiant de "base possible". Pour Belani, « on est bien loin de l'affirmation péremptoire au sujet de l'autonomie qui serait la base la plus sérieuse, réaliste et crédible, ce qui équivaut à la reconnaissance indue de la marocanité du Sahara occidental, un territoire non autonome dont le statut final reste à déterminer et qui est éligible à l'autodétermination conformément à la légalité internationale ».

I.M.Amine

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ANP, SAÏD CHANEGRIHA :

« La marine algérienne sera de nouveau une véritable force de dissuasion »

Le général de corps d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a rappelé les gloires de la marine algérienne, qui fut la « maîtresse des mers », soulignant que « ce passé glorieux nous incite à en faire, de nouveau, une véritable force de dissuasion ». Cet extrait de son discours a été prononcé lors d'une visite de travail et d'inspection, qui l'a conduite hier, au

commandement des forces navales, et ce, dans la poursuite de la série de visites opérationnelles dans les différentes composantes de l'Armée nationale populaire. Selon le communiqué du ministère de la Défense nationale, cette visite s'inscrit dans le cadre du souci permanent et continu du Commandement suprême de l'Armée nationale de consacrer la démarche de communication

directe avec les personnels militaires et d'écoute de leurs préoccupations professionnelles et sociales, surtout pendant ce mois sacré. Après la cérémonie de réception donnée par le général-major Mahfoud Benmeddah, le chef d'état-major a rendu hommage au héros de la Révolution, le martyr Souidani Boudjemaa, dont le quartier général des Forces navales porte le nom.

I.Med

POUR VIOLATION DU DEVOIR DE RÉSERVE

Le Président Tebboune met fin aux fonctions du conseiller chargé des associations religieuses, Aissa Belakhdar

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a mis fin hier aux fonctions de Aissa Belakhdar, Conseiller auprès du président de la République chargé des associations

religieuses, pour violation du devoir de réserve, a indiqué hier, un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a mis fin ce jour

aux fonctions de M. Aissa Belakhdar, Conseiller auprès du président de la République chargé des associations religieuses, pour violation du devoir de réserve", lit-on dans le communiqué.

L'édito

■ Par Zahir Mehdaoui



El Qods et la déloyauté de certains «pays frères»

Les félonies répétitives, les retournements de veste périodiques, la duplicité mielleuse, la politique de l'autruche de nombreux pays arabes sont en grande partie à l'origine des malheurs de la Palestine et des violations actuelles commises par l'occupant sioniste sur et autour de la mosquée Al Aqsa à El Qods.

L'attitude blâmable de certains pays de la Ligue arabe, qui ont foulé aux pieds les préceptes de l'Islam et le droit international en normalisant leurs relations avec l'Etat hébreu alors que la question palestinienne n'est pas encore résolue, a permis aux sionistes de redoubler de férocité et de faire étalage en toute impunité de leur expansionnisme sanglant. C'est admis par tous, le repli effectué par certains pays arabes et musulmans par rapport à la cause palestinienne et leur soutien hypocrite à la résistance des Palestiniens a fortement encouragé les mesures d'oppression et de terrorisme sioniste et les visées du Premier ministre israélien Naftali Bennett à légitimer la division temporelle et spatiale de la mosquée Al-Aqsa. Les sionistes assurés de la neutralité sinon du soutien de certains pays arabes musulmans, se montrent ces jours-ci de plus en plus conquérants. Leurs incursions provocatrices sur l'Esplanade de la mosquée d'Al Aqsa, en ce mois sacré, prouvent qu'ils ont les coudées franches et que leur prétention à récupérer une partie ou la totalité de ce qu'ils appellent le Mont du Temple trouvera tôt ou tard écho chez les pays arabes et musulmans « normalisés ». Rien qu'à voir les réactions hypocrites de ces pays « normalisés » face aux agressions menées actuellement par les forces israéliennes d'occupation et les colons juifs à El Qods, on sait que des jours douloureux attendent les Palestiniens. La réaction du Makhzen marocain est un échantillon significatif de cette hypocrisie et de cet opportunisme puants de ces pays « normalisés ». Le Makhzen marocain, dont le roi Mohammed VI est pourtant le président du comité El-Qods, vient de montrer par une gymnastique diplomatique dont il a le secret, toute sa bassesse en affectant une position des plus incongrues. Tout en condamnant les dernières attaques israéliennes contre la mosquée d'Al-Aqsa et ses fidèles, il bloque une déclaration acceptée par l'ensemble des ambassadeurs arabes qui dénonce les graves violations par les forces d'occupation sionistes de la sacralité des lieux saints à El-Qods et la répression sauvage qui s'est abattue sur les fidèles innocents. Comme quoi, la cause palestinienne n'était en réalité, pour certains pays, qu'un fonds de commerce pour réaliser des dividendes immérités.

M. Z.

FONCTION PUBLIQUE/RÉVISION À LA HAUSSE DU POINT INDICIAIRE

Les salaires vont augmenter le 1^{er} mai

Les salariés relevant de la Fonction publique bénéficieront le 1er mai prochain de la hausse salariale à la faveur de l'augmentation du point indiciaire. C'est ce qu'a révélé hier, la directrice des Systèmes de paie à la Direction générale du budget au ministère des Finances.

Par Zacharie S. Loutari

Nacéra Moussaoui a affirmé lors de son passage à l'émission "L'Invité de la matinale" sur les ondes de la Chaîne I de la Radio algérienne que cette augmentation liée à la révision à la hausse du point indiciaire sera versée le 1er mai prochain avec effet rétroactif à partir du 1er mars 2022.

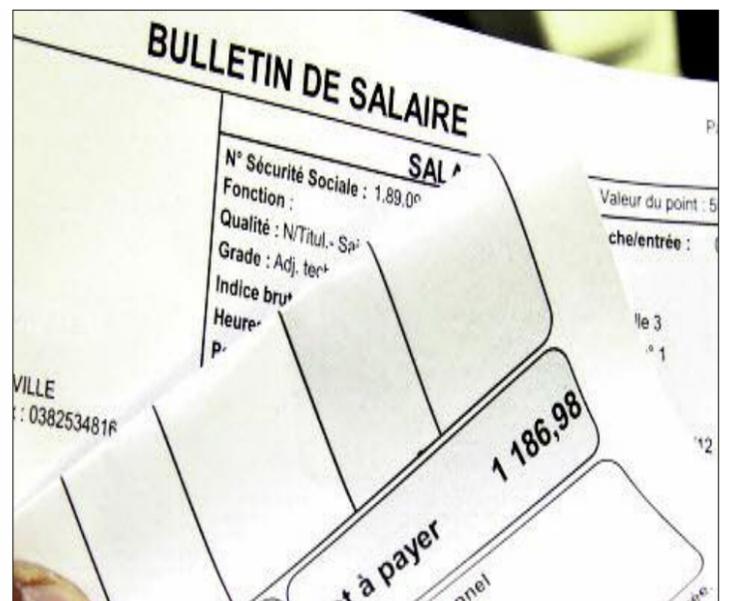
Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé, ce jeudi, à Alger, que la révision du point indiciaire dans la Fonction publique entrera en

vigueur avant fin avril prochain, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans une déclaration à la presse en marge de la remise des affectations budgétaires aux différentes administrations et établissements publics au titre de la loi de finances 2022, Benabderrahmane a indiqué que "toutes les dispositions ont été prises, en vue de concrétiser l'opération de révision du point indiciaire dans la fonction publique au mois de juillet prochain, mais le président de la République a ordonné au Gou-

vernement de procéder à la révision de ce point au mois d'avril prochain ».

Benabderrahmane a estimé que cette instruction présidentielle dénote "l'attachement du président de la République à soutenir toutes les catégories sociales et augmenter les salaires". Relevant l'importance de la révision du point indiciaire dans la revalorisation des salaires des fonctionnaires et des travailleurs, le Premier ministre a fait savoir que la mesure relative à la révision de l'impôt sur le revenu global (IRG) contenue dans la loi de finances 2022, permettra aussi d'augmenter les salaires des travailleurs et des salariés, ainsi que d'améliorer le pouvoir d'achat. A cette occasion, Benabderrahmane a fait état du lancement d'«une réforme glo-



bale» du régime fiscal au cours de cette année et de l'année prochaine, ce qui permettra de soutenir le développement national et le taux d'intégration nationale.

Z. S. L.

PLANS ET SYSTÈMES DE SÉCURITÉ DANS LES AÉROPORTS

PLAIDOYER POUR UN GUIDE DE SÛRETÉ DE L'AVIATION CIVILE

Le ministre des Transports, Abdallah Moundji, a appelé, lundi à Alger, à la nécessité d'élaborer un guide de sûreté de l'aviation civile, à partir de propositions pratiques étudiées et expérimentées, avec une révision globale des différents textes réglementaires régissant ce créneau, indique un communiqué du ministère. Le ministre a présidé les travaux de la réunion du Comité national de sûreté de l'aviation civile, en présence de responsables du ministère, de directeurs des établissements de gestion des aéroports, de directeurs de compagnies aériennes ainsi que de représentants du ministère de la Défense nationale, du ministère de l'Intérieur, de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) et de la Direction générale des douanes (DGD).

Lors de cette réunion, les participants ont présenté des exposés sur les plans et systèmes de sécurité dans les aéroports en citant les lacunes enregistrées, après quoi des propositions visant à hisser le niveau de sécurité au sein de ces infrastructures vitales ont été formulées.

Moundji a mis l'accent sur la nécessaire coordination entre toutes les parties prenantes « en vue d'améliorer la performance de ces plans de sécurité et les moderniser conformément aux différentes normes et conventions internationales en vigueur, de manière à rendre ces plans plus efficaces, en activant le rôle du Comité national de sûreté de l'aviation civile et des comités locaux, dans le but d'effectuer une évaluation et, partant, rattraper les insuffisances constatées ». Par ailleurs, le ministre a jugé important de former le facteur humain et de mettre à sa disposition les moyens organisationnels et techniques qui feront de lui un élément clé dans le domaine de la sécurité au sein des différents établissements sous tutelle, a conclu le communiqué.

I.M.

EXPLORATION PÉTROLIÈRE

Sonatrach en tête du classement dans la région arabe et en Afrique

Le groupe Sonatrach est classé en tête du classement dans la région arabe en matière d'exploration pétrolière, en réalisant trois nouvelles explorations lors du premier trimestre de 2022, et occupe la première place dans le classement annuel des "500 meilleures entreprises africaines", indique un communiqué du groupe. "L'Algérie est arrivée en tête des indices d'investissement en matière d'explorations pétrolière et gazière au niveau arabe durant le premier trimestre de 2022, indique un communiqué de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) après la découverte par le groupe Sonatrach de trois explorations pétrolière".

La première découverte a eu lieu dans le bassin de Berkine à "Zemlet El Arbi",

avec des estimations initiales d'environ 140 millions de barils, tandis que la deuxième découverte à "l'ouest d'Oglet Naceur 2", à Touggourt, suite à quoi le résultat positif de ce puits a permis une réévaluation des volumes à 961 millions de barils, avec un apport du puits de démarcation "à l'ouest d'Oglet Naceur 2" avec une capacité de 415 barils.

La troisième découverte a eu lieu dans la région d'El Ouabed dans la wilaya d'El Bayadh à travers le puits "Ouled Sidi Chikh 1", produisant quelque 925 barils de pétrole par jour et 6456 mètres cubes de gaz/jour. Le groupe Sonatrach est également arrivé en tête du classement annuel des "500 meilleures entreprises africaines", réalisé par le magazine "Jeune Afrique" en 2022, en tant que

première entreprise africaine, confirmant ainsi son leadership au niveau du continent africain.

Sonatrach a su maintenir son niveau de performance et surmonter les répercussions de la crise sanitaire sur l'économie internationale, réalisant en 2021 un chiffre d'affaires de 34,5 milliards USD, note la même source.

Le groupe Sonatrach "a enregistré au cours de l'année 2021 une augmentation de la production de 5%, ainsi qu'une hausse de ses exportations de l'ordre de 18%.

Les importations ont connu, cependant, une baisse de 70%, en ce sens que Sonatrach n'a importé aucune quantité de carburant en 2021".

M.Emad-Eddine

UNE RÉPONSE MACROÉCONOMIQUE FORTE EST URGENTE POUR DEVANCER LES EFFETS SURPRISE D'UNE CRISE MONDIALE

La résilience de l'économie algérienne à l'épreuve

Par Zacharie S. Loutari

Non loin des prévisions annoncées par la Banque Mondiale, l'économie algérienne a progressé à peine de 0,46% durant le premier trimestre 2022, tirée par un élan des prix des hydrocarbures à plus de 100 dollars le baril jumelée à une augmentation des volumes d'hydrocarbures exportés. Parallèlement, une nette augmentation des dépenses publiques, en particulier dans les secteurs dits socio-stratégiques tels la construction et les travaux publics, associé à la croissante demande intérieure a débouché sur une aggravation du déficit public que le récent réajustement budgétaire opéré par le Gouvernement sous Aimane Benabderrahmane n'a pas redresser. Certes les mesures sociales à caractère spéciale déployées pour absorber le grand choc induit à l'échelle planétaire par le conflit russo-ukrainien qui a alimenté

une inflation sans fin ont permis d'éviter le spectre de la récession, nonobstant cette prouesse ceci reste loin d'être un signe de bonne santé pour l'économie de notre pays, comme le soutiennent économistes et experts internationaux pour qui cette résilience dissimule mal à propos une réalité beaucoup plus inquiétante. En effet, si l'économie algérienne a progressé de 0,46% en rythme annuel durant les trois premiers mois de 2022, ce chiffre masque un recul important amorcé en mars, lorsque plusieurs poumons économiques de l'Algérie pâtissent au gré du renchérissement des prix des matières premières et du poids des charges douanières. En les scrutant mois par mois, les données algériennes sont inquiétantes; l'activité de mars a piqué du nez dans tous les domaines, l'économie ayant été frappée par le cycle inflationniste qui a lourdement

pesé sur les matières premières et les intrants à l'industrie de transformation et agroalimentaire. Une réalité qui fera dire aux experts que la croissance réelle du PIB pourrait être beaucoup plus faible que ne le suggèrent les données officielles. En l'absence d'une mise en œuvre rapide de l'agenda de réforme, la reprise sera fragile et les soldes budgétaire et extérieur se détérioreront à moyen terme. Il est prévu que la croissance du PIB réel après avoir frisé 4,1% en 2021 diminuera progressivement à moyen terme pour se stabiliser à moins de 3,2% en 2022, compte tenu de la nature progressive de la mise en œuvre de l'agenda de réformes structurelles annoncé pour relancer l'investissement et la croissance dans les segments hors hydrocarbures de l'économie. Il reste à rappeler que par rapport au Produit Intérieur Brut (PIB), les

dépenses publiques étaient passées de 3,3%, passant de 39,5% dans les prévisions de clôture de 2021 à 42,8% durant les trois premiers mois de 2022. En 2023 et 2024, les dépenses publiques atteindront respectivement 39,9% et 38,4% du PIB. Ceci au moment où les délais du passage à l'économie verte seront forcément réduits attendu la priorité des pays du bloc européen à s'affranchir de la dépendance aux produits énergétiques russes. Autant de données qui indiquent que notre économie risque d'être à brève échéance à la peine à moins que les pouvoirs publics s'attèlent à prévoir par avance une réponse macroéconomique assez forte pour devancer les effets surprises d'une crise plus profonde qui s'annoncent à l'aube de ce monde qui se redessine sous les auspices de conflits armés et guerre économiques sans merci

Z. S. L.

LA FORTE HAUSSE DES PRIX MENACE LA COHÉSION SOCIALE ET LA SÉCURITÉ NATIONALE (2E PARTIE) :

Les six raisons du processus inflationniste

Comprendre le processus inflationniste en Algérie implique, selon une vision dynamique, à la fois de le relier aux équilibres macroéconomiques et macrosociaux inséparables des mutations internes et mondiales, et à la répartition du revenu entre les différentes couches sociales.

Abderrahmane MEBTOUL
Professeur des universités,
expert international, docteur
d'Etat en sciences écono-
miques 1974

Pour le cas de l'Algérie, selon les données officielles, le taux d'inflation cumulé – l'indice n'a pas été réactualisé depuis 2011 – approche les 100% entre 2000 et 2021 avec un pic, selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, de 9,2% en octobre 2021 et à cette tendance pouvant fluctuer en 2022 entre 14/20%, laminant le pouvoir d'achat et posant un problème de la cohésion sociale et donc de la sécurité nationale. Car en ce mois d'avril 2022 et cela a été le cas pour toute l'année 2021, le processus inflationniste a atteint un niveau intolérable : plus 100% pour les pièces détachées et les voitures, entre 50/100 % pour certains produits alimentaires, parallèlement à une pénurie de nombre de produits. Nous ne devons pas nous réjouir donc d'un excédent de la balance commerciale qui provoquerait une paralysie de l'économie. Outre les factures d'électricité et d'eau, du loyer, on peut se demander comment un ménage qui gagne entre 30 000 et 50 000 DA peut survivre, s'il vit seul, en dehors de la cellule familiale qui, par le passé, grâce au revenu familial, servait de tampon social ? Mais attention à la vision populiste : doubler les salaires sans contrepartie productive entraînerait une dérive inflationniste, qui pénaliserait les couches les plus défavorisées, l'inflation jouant comme redistribution au profit des revenus spéculatifs.

(Dans notre édition d'hier, nous avons publié trois de ces causes :

-La première raison est l'inflation importée. Le taux d'inflation de la zone euro a atteint un niveau record de 4,9% en 2021, avec en Allemagne et aux États-Unis 6%, la BCE prévoyant une hausse de 3,2% pour 2022 alors qu'en 2020, durant la pandémie, l'indice était en net recul de 0,3% sur un an. La sécurité alimentaire mondiale étant posée, les prix des produits agricoles connaissent un niveau record et, selon la FAO, l'augmentation des prix s'est établie en moyenne à 127,1 points en mai 2021, soit 39,7% de plus qu'en mai 2020, où le prix des oléagineux a plus que doublé ;

-La deuxième raison est la faiblesse du taux de croissance interne, résultant de la faiblesse de la production et de la productivité, et les restrictions aux importations. L'Algérie, selon le rapport de l'OCDE, dépense deux fois plus pour avoir deux fois moins d'impact en référence aux pays similaires, ren-



voyant à la mauvaise allocation des ressources. Selon le Premier ministre, l'assainissement des entreprises publiques a coûté au Trésor public environ 250 milliards de dollars ces trente dernières années, et plus de 90% d'entre elles sont revenues à la case de départ, outre 65 milliards de dollars de réévaluation, ces dix dernières années, faute de maîtrise de la gestion des projets.

-La troisième raison étant la dépréciation officielle du dinar qui est passée en 1970, à 4,94 dinars un dollar, en 1980 à 5,03 dinars un dollar, en 1990: à 12,02 dinars un dollar, en 1995 à 47,68 dinars un dollar, en 1999 : 66,64 dinars un dollar - 2001 : 77,26 dinars un dollar 69,20 dinars un euro : -2005, 73,36 dinars un dollar, 91,32 dinars un euro : - 2010, 74,31 dinars un dollar et 103,49 dinars un euro : -2015, 100,46 dinars un dollar et 111,44 dinars un euro :: -2019 :119,36 dinars un dollar et 133,71 dinars un euro ,la cotation le 16 avril 2022 selon la banque d'Algérie (cours achat) est de 142,9605 pour un dollar et 155,9656 un dinar pour un euro et pour la LF2022 : 142 dinars pour un dollar en 2021, 149,71 dinars en 2022 et 156 dinars en 2023.

Dans cette publication, nous publions la suite, les trois autres raisons de l'inflation évoquées par l'expert Mebtoul) La quatrième raison est liée au niveau des réserves de changes qui tiennent la cotation du dinar à plus de 70%. Si les réserves de changes sont de 10 milliards de dollars, la Banque d'Algérie sera obligée de dévaluer le dinar officiel à environ 200/250 DA pour un euro avec un cours sur le marché parallèle de près de 300 DA pour un

euro. Selon le rapport du FMI à fin décembre 2021, les réserves de change se sont situées à 43,6 milliards de dollars en 2021 (11 mois d'importations) contre 48,2 milliards en 2020, , 194 fin 2013 et 114 milliards de dollars en 2016. Qu'en sera-t-il si on relance tous les projets nécessitant d'importantes sorties de devises et si l'investissement étranger ne vient pas ? Car tout projet nouveau n'atteindra le seuil de rentabilité (pour les PMI/PME) que dans deux à trois ans à partir de son lancement, et 6 à 7 ans pour les projets hautement capitalistiques, dans ce cas nécessitant un partenariat étranger gagnant-gagnant tenant compte de la transition numérique et énergétique.

La cinquième raison est l'importance du marché informel, qui sert de soupape de sécurité sociale à court terme, mais entrave le développement à moyen terme, qui représente environ 50% de la superficie de l'économie. Les prix des produits non subventionnés, s'alignent sur le cours du dinar sur le marché parallèle, amplifient l'inflation et s'étendent en période de crise. Lorsqu'un État émet des lois ou des procédures de manière autoritaire, qui ne correspondent pas à la réalité du fonctionnement de la société, celle-ci émet ses propres règles, informelles, qui lui permettent de fonctionner beaucoup plus efficacement, car reposant sur un contrat de confiance. Selon la Banque d'Algérie, entre 2019 et 2020, la masse monétaire en dehors du circuit bancaire a atteint 6 140,7 milliards de dinars, soit une hausse de 12,93% par rapport à 2019. Le président de la République a annoncé, en mars 2021, entre 6 000 et 10 000

milliards de dinars.

La sixième raison est la corruption à travers les surfacturations. Selon nos estimations, les entrées en devises entre 2000 et 2021 sont estimées autour de 1 100 milliards de dollars, avec des importations de biens et services pour plus de 1 050 milliards de dollars. Malgré ces dépenses en devises (sans compter les dépenses en dinars), la croissance a été dérisoire en moyenne annuelle : de 2 à 3% entre 2000 et 2019, alors qu'elle aurait dû dépasser 9/10%, espérant 3,3% pour 2021 après une croissance négative en 2020 de 4,9 selon le FMI, avec une sortie de devises d'environ 14 milliards de dollars. Mais un taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente ; ainsi, 3% rapportés à un taux faible donnent, cumulé, par rapport à la période précédente.

C'est un taux faible largement inférieur à la pression démographique — plus de 45 millions d'habitants au 1er janvier 2022— où il faut pour réduire les tensions sociales, devant créer 350.000 à 400.000 emplois productifs par an qui s'ajoutent au taux de chômage actuel d'environ 14/15%. Si par hypothèse, uniquement pour la partie devises, on avait amélioré la gestion pour 10% sans compter la dépense pour la partie dinars où existent des surfacturations, du fait de la non-maîtrise des circuits et des marchés internationaux (fluctuations boursières notamment) et si on avait réduit de 10% les surfacturations, l'Algérie aurait économisé environ 210 milliards de dollars en 2020/2021, plus de quatre fois les réserves de changes actuelles. Cette mauvaise gestion et la corruption contribuent à amplifier le

processus inflationniste.

En conclusion, du fait des tensions budgétaires, de l'accroissement du taux de chômage et du retour de l'inflation avec la détérioration du pouvoir d'achat, s'impose la relance économique pour 2022, conditionnée par la lutte contre le terrorisme bureaucratique, la corruption qui étouffe les énergies créatrices, mettre fin à l'instabilité juridique et monétaire, la vision purement monétariste afin de préserver les réserves de changes, sans vision stratégique, amplifiant la crise. Pour preuve malgré la forte dévaluation entre 1970 et fin 2021, Sonatrach en avril 2022, s'assimile toujours pour l'économie à l'Algérie (98% des recettes en devises avec els dérivées) cela n'a pas permis de dynamiser les exportations hors rente montrant que le blocage est d'ordre systémique. Face aux tensions géostratégiques dans la région méditerranéenne et sahélienne et budgétaires au niveau interne, l'Algérie, ayant d'importantes potentialités, peut surmonter la crise actuelle. Pour cela, s'impose la concrétisation urgente des réformes institutionnelles et économiques, douloureuses à court terme, mais porteuses d'espoir à moyen et long termes, nécessitant une mobilisation générale, un large front national tenant compte des différentes sensibilités et surtout un discours de vérité pour un sacrifice partagé, loin des discours démagogiques des facteurs de démobilitation, comme ces discours irresponsables, c'est la faute du consommateur alors que la majorité arrive difficilement à joindre les fins de mois.

A. M.

COVID-19

J&J SUSPEND LES PRÉVISIONS DE VENTES DE SON VACCIN



Johnson & Johnson (J&J) a suspendu hier les prévisions de ventes de son vaccin contre le COVID-19, évoquant une offre excédentaire dans le monde et des incertitudes quant à la demande, et a réduit sa prévision de bénéfice annuel. Ces annonces font reculer l'action de près de 3% dans les échanges avant l'ouverture de Wall Street. Le groupe pharmaceutique avait précédemment dit viser à 3 à 3,5 milliards de dollars (2,66-3,10 milliards d'euros) de ventes en 2022 pour ce vaccin, qui a connu des résultats médiocres par rapport à ses concurrents en raison d'une faible demande aux États-Unis et de problèmes de sécurité. J&J a également réduit sa prévision de bénéfice ajusté pour l'ensemble de l'année entre 10,15 et 10,35 dollars par action, contre des objectifs précédents à 10,40-10,60 dollars. Les ventes du vaccin anti-COVID-19 développé par Johnson & Johnson ont été inférieures en 2021 à celles des vaccins à ARN messager des laboratoires rivaux, en raison de goulots d'étranglement affectant la fabrication, de problèmes de sécurité et d'une demande inégale de vaccins. Son concurrent Pfizer a prévu des ventes à 32 milliards de dollars en 2022 pour son vaccin contre le COVID-19 développé avec l'allemand BioNTech, tandis que Moderna anticipe pour sa part des ventes à 21 milliards de dollars.

R. E.

IL REPRÉSENTE SEULEMENT 3% DE L'ENSEMBLE DES VIREMENTS RÉALISÉS EN FRANCE, CONTRE 10% DANS LE RESTE DE L'EUROPE

La Banque de France défend le virement instantané

La Banque de France a encouragé hier les particuliers et professionnels à utiliser davantage le virement instantané, tandis que la France souffre d'«un petit retard» en ce domaine par rapport à ses voisins européens.

Malgré une hausse très importante du nombre de virements instantanés, ceux-ci ne représentent que 3% du total des virements en France, contre 10% en Europe, a déploré lors d'une présentation à la presse Julien Lasalle, secrétaire du Comité national des paiements scripturaux (CNPS), une enceinte de concertation présidée par la Banque de France et qui réunit les représentants du secteur des paiements. Face à ce «petit retard», qu'il attribue notamment à un déficit de notoriété, le CNPS lance une campagne de communication à destination des particuliers et professionnels pour mieux faire connaître cet outil. Les virements instantanés, proposés par certaines banques comme une alternative aux virements classiques, sont réalisés, quand la banque du débiteur et celle du créancier le permettent, en moins de 10 secondes quels que soient l'heure et le jour de l'année.

UN OUTIL EFFICACE POUR LA VENTE ENTRE PARTICULIERS

Un virement classique prend généralement une journée. Dans certains cas particuliers, comme un week-end suivi ou précédé d'un jour férié, il peut dépasser les 72 heures. Au-delà des remboursements



entre proches, le virement instantané peut se révéler particulièrement utile dans le cadre d'une vente entre particuliers, pour payer plus rapidement un artisan ou pour régler un fournisseur, a défendu Alexandra Madeline, secrétaire du groupe de travail sur le virement instantané. Face au coût de ce type de virement, que plusieurs établissements bancaires factu-

rent, le comité a rappelé l'existence du système inter-bancaire Paylib, entièrement gratuit. Autre avantage du virement instantané: la fraude y est plus faible que pour la carte bancaire ou le chèque, deux autres moyens de paiement du quotidien, a précisé Julien Lasalle. Elle reste en revanche supérieure à celle observée sur l'ensemble des

virements mais cela s'explique par le fait que les salaires sont très majoritairement versés par virement classique, ce qui fait mécaniquement chuter le taux de fraude. Début avril, la Banque Postale avait annoncé la généralisation du virement instantané sans frais, après Crédit Mutuel et Boursorama.

AFP

MONNAIE

Le yen poursuit son plongeon, l'euro se ressaisit

Le yen plongeait encore mardi, passant le seuil de 128 yens pour un dollar pour la première fois en 20 ans alors que le billet vert profite de la perspective d'une politique monétaire plus stricte aux États-Unis. Vers 09H00 GMT (11H00 à Paris), le yen perdait 1,05% à 128,33 yens. L'euro (+0,24% à 1,0808 dollar) se ressaisissait légèrement, mais oscillait toujours autour du seuil symbolique de

1,08 dollar. «En l'absence de coup de pouce de la BCE (Banque centrale européenne) la semaine dernière, l'euro manque d'armes pour rivaliser avec les vifs débats monétaires aux États-Unis où une normalisation accélérée devrait s'observer», commente Guillaume Dejean, analyste chez Western Union. Contrairement à la BCE, qui reste prudente avant de res-

ser sa politique monétaire de crainte d'affaiblir des économies déjà affectées par le conflit en Ukraine, la Réserve fédérale américaine (Fed) a signalé sa volonté de remonter rapidement ses taux pour lutter contre l'inflation. L'un de ses responsables les plus déterminés, James Bullard, président de la Fed de St Louis, a envisagé lundi une hausse des taux de 0,75 point. «L'effet de cette déclaration a été modéré par le

fait que c'est un avis que tout le comité de politique monétaire (FOMC) ne partage pas», nuance Jeffrey Halley, analyste chez Oanda. Au Japon, où l'inflation reste pour l'instant limitée, la Banque centrale (BoJ) est encore moins prête à resserrer sa politique que la BCE, ce qui a provoqué une chute du yen de plus de 10% depuis le début de l'année face au dollar (-5,5% face à l'eu-

ro à 138,70 yens). «Le yen est la principale victime du ton plus strict de la Fed», note Ulrich Leuchtman, analyste chez Commerzbank, qui souligne que la rapidité de la dégringolade «pourrait facilement conduire à une situation économique peu confortable», avec une possible hausse du taux de chômage due à la hausse des coûts des importations.

R.E.

GFG

Liberty Steel obtient 125 millions de dollars de nouveaux financements

Liberty Steel USA, filiale américaine du groupe de sidérurgie britannique en difficulté GFG Alliance, a obtenu 125 millions de dollars de nouveaux financements du fonds d'investissement Eclipse Business Capital, d'après un communiqué mardi. Au Royaume-Uni, Liberty Steel a par ailleurs lancé début avril une consultation avec ses employés et les syndicats pour restructurer sa division d'alliages afin de «renforcer sa compétitivité en prévision d'une possible vente ou coentreprise», précise le communiqué. Cela devrait se traduire par «une réduction nette d'environ 50 postes».

Le groupe GFG Alliance, propriété du magnat indo-britannique Sanjeev Gupta, affirme par ailleurs avoir bien résisté à la flambée des prix de l'énergie grâce à la bonne tenue des marchés de matières premières. Il fait aussi valoir qu'il a mis en place une nouvelle structure de direction pour «simplifier son modèle» et améliorer sa gouvernance. «La solidité de nos actifs internationaux soutient nos efforts pour stabiliser, recentrer et refinancer nos opérations», a commenté Jeffrey Stein, directeur de la restructuration. «Nous prenons aussi les mesures nécessaires pour fermer ou céder nos

activités non stratégiques», ajoute-t-il, cité dans le communiqué.

VENTE DE DEUX USINES AU ROYAUME-UNI EN NOVEMBRE

GFG Alliance, en grande difficulté financière depuis la faillite en mars 2021 de la société de prêts Greensill dont il était un des principaux clients, a lancé une vaste restructuration pour faire des économies et lever de l'argent afin d'assurer la pérennité de ses activités. Liberty Steel, qui emploie 3.000 personnes au Royaume-Uni, avait annoncé en mai une restructuration et la mise en vente de

plusieurs usines en Angleterre. En octobre, GFG Alliance avait annoncé une injection de 50 millions de livres pour relancer la production dans l'usine sidérurgique de Rotherham au Royaume-Uni et y sécuriser les 660 emplois. En novembre le groupe avait aussi annoncé la vente de deux usines de pièces détachées pour automobiles au Royaume-Uni et la fermeture d'une autre. GFG fait par ailleurs l'objet d'une enquête pour soupçons de fraude et blanchiment d'argent dans la conduite de ses activités, y compris ses liens avec la société en faillite Greensill.

R. E.

Ville nouvelle
de Hassi-Messaoud

Avancement notable des chantiers

Les travaux de réalisation des logements et des équipements publics connaissent un "avancement notable" au niveau de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud (Ouargla), ont indiqué avant-hier les responsables du projet.

Les travaux de réalisation de 2.000 logements publics locatifs (LPL) sont à un stade d'avancement de 95%, tandis que ceux de plusieurs équipements tirent à leur fin, selon les explications fournies par les responsables du projet. Les équipements publics achevés et livrés au niveau de la nouvelle ville seront mis en service prochainement, a affirmé le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville, Mohamed Tarek Belaribi, lors de l'inspection du projet au second jour de sa visite de travail dans la wilaya d'Ouargla.

Ce programme qui entre dans le cadre du nouveau pôle urbain, a indiqué le ministre, vise à répondre aux besoins de la population locale.

Lors de son inspection de la zone d'activités logistiques, actuellement à 95% d'avancement des travaux, M. Belaribi a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux pour permettre aux promoteurs de concrétiser leurs projets. Ces projets, en phase de réalisation, permettront la création de pas moins de 1.500 emplois et généreront une fois opérationnel, plus de 2.500 emplois, a-t-on expliqué à la délégation ministérielle.

Le ministre a indiqué, à ce titre, qu'en vue de faciliter les mesures administratives aux investisseurs, "un guichet unique sera ouvert pour accompagner les projets" au niveau de ce futur espace urbain.

D'après la présentation faite à la délégation ministérielle, le projet de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud se compose de quatre quartiers résidentiels

totalisant plus de 20.500 logements, dont 10.299 logements collectifs, 3.658 semi-collectifs, 3.854 individuels et 2.773 mixtes pour une population de 90.000 habitants.

Après s'être enquis du fonctionnement du Centre d'enfouissement technique (CET), doté d'équipements techniques modernes, le ministre a écouté un exposé sur le projet de ceinture verte, peuplée de diverses espèces sylvoles et phoenicoles.

Le projet vise à protéger la ville nouvelle de Hassi-Messaoud durant les périodes de tempêtes de sable et de sirocco, de créer un microclimat, en sus de générer des emplois, ont expliqué les responsables du projet. La délégation ministérielle a également suivi une présentation concernant le projet d'une



pépinière pilote pour la production annuelle de plus de 60.000 plants sylvoles et d'ornement, sur une superficie de 1,2 hectare. Le ministre a, au terme de sa visite de travail, tenu une réunion en présence des élus locaux aux deux chambres parlementaires, des représentants

de l'agence AADL, de l'habitat rural et ceux de la société civile, pour examiner les questions liées à l'état des programmes de logements dans la wilaya. M. Belaribi avait procédé, auparavant, au niveau du pôle urbain de la commune d'Ain El-Beida, à la pose de la première

pierre pour la réalisation d'un groupement de services comprenant une annexe administrative, une agence postale, une salle de soins et un marché de proximité, avant de s'enquérir du projet de 700 logements AADL dans la commune de Sidi-Khouiled.

APS

INCENDIES DE RÉCOLTES

Lancement d'une campagne de sensibilisation au sud du pays

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et la Direction générale de la Protection civile (DGPC) ont lancé une campagne de sensibilisation et de prévention des incendies de récoltes au niveau des wilayas du sud du pays, a indiqué la CNMA dans un communiqué.

Cette campagne a pour objectif de « réduire les pertes résultant des incendies, dans le souci de préserver les productions céréalières et par là même la sécurité alimentaire du pays », et ce, en prévision de la prochaine campagne moisson-battage, selon la même source. La première Journée de sensibilisation, dans le cadre de cette campagne, a été effectuée mercredi dernier

à Adrar, et a touché plusieurs exploitations relevant de la commune de Sbaa, en présence des autorités de la wilaya, des propriétaires des moissonneuses-batteuses, des représentants de la Direction des services agricoles (DSA), du Conseil de wilaya interprofessionnel de la filière des céréales (CWIF), et des conservateurs des forêts. La Journée a ciblé également les céréaliculteurs afin de les sensibiliser à la nécessité de respecter intégralement les mesures préventives pour éviter le déclenchement des incendies lors de l'opération moisson-battage et d'appliquer les dispositifs à mettre en place pendant et après l'achèvement du processus de récolte.

En marge de cette Journée et comme mesure d'accompagnement, il a été procédé à la distribution, à titre gracieux, d'extincteurs au profit des propriétaires de moissonneuses-batteuses assurées auprès de la CRMA. Des démonstrations sur l'application des normes de sécurité et l'utilisation des moyens d'extinction au profit des agriculteurs, ont été organisées par la Protection civile.

Plusieurs wilayas du Sud bénéficieront de ces journées de sensibilisation, à savoir Ouargla, El Oued, Biskra, Ghardaïa, Béchar, In Salah, Timimoun et El Menia, précise le communiqué.

R. R.

CRIMINALITÉ

Baisse des affaires d'agression en mars dernier



Les services opérationnels de la Sûreté nationale ont enregistré en mars dernier "une baisse" du nombre des affaires liées aux agressions avec des armes blanches, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). "Les services de la Sûreté nationale ont enregistré en mars dernier une baisse du nombre des affaires liées

aux agressions avec des armes blanches et au port d'armes blanches prohibées, soit un taux de 16,32% par rapport à février 2022", lit-on dans le communiqué.

Les mêmes services, ajoute la source, ont pu arrêter 2.281 suspects impliqués dans 2.226 affaires liées à l'agression et au port d'armes blanches durant la même période.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 34 MORTS ET 1.108 BLESSÉS EN UNE SEMAINE



Trente-quatre (34) personnes sont mortes et 1.108 autres ont été blessées dans 964 accidents de la route survenus durant la période allant du 10 au 16 avril en cours à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Mostaganem avec 5 personnes décédées et 23 autres blessées, suite à 26 accidents de la route, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué 653 interventions pour procéder à l'extinction de 400 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau de la wilaya d'Alger avec 64 interventions pour l'extinction de 38 incendies.

R. R.

PRIX D'ALGER DE RÉCITATION DU CORAN

Début des épreuves de sélection du concours national

Les épreuves de sélection du Concours national de récitation du Saint Coran pour remporter le Prix d'Alger de récitation du Coran ont débuté lundi à Dar El-Imam à Mohammadia (Alger), avec la participation de 58 récitants. Le concours concerne deux catégories: le concours national de récitation, de psalmodie et d'exégèse du Saint Coran

pour les adultes de plus de 25 ans, et le concours d'encouragement des jeunes de moins de 15 ans, a précisé le sous-directeur de la communication au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Zaghdani. Ces épreuves de sélection verront la participation par visioconférence de 58 récitants des différentes wilayas du pays,

lesquelles permettront la sélection de 15 récitants dans chacune des deux catégories. Les finalistes participeront à l'épreuve finale du prix qui se déroulera en présentiel du 23 au 27 Ramadhan. Cette manifestation religieuse sera clôturée par la distinction des lauréats durant "Leilat El-Qadr".

APS



Ces non-musulmans qui observent le mois de jeûne de l'islam

Rehan Jayawickreme, un homme politique représentant la principale opposition au Sri Lanka, a fait une annonce surprise en ce mois de ramadan..

"Je suis bouddhiste et je fais de mon mieux pour suivre la philosophie bouddhiste", écrit-il sur Twitter.

RAMA

L'HISTOIRE DE L'ISLAM AU DARFOUR

(3^{ème} partie et fin)

PLUSIEURS FACTEURS AVAIENT DEPUIS LONGTEMPS CONTRIBUÉ À LA DIFFUSION DE L'ISLAM AU DARFOUR AVANT L'AVÈNEMENT DU SULTANAT DE DARFOUR ISLAMIQUE QUI EUT LIEU PEU AVANT LA MOITIÉ DU 15^È SIÈCLE DE L'ÈRE CHRÉTIENNE.

Le deuxième : Il est extrêmement difficile car il a lieu sous la supervision des plus grands shaykhs, ceux qui sont connus depuis des années pour être des maîtres de l'art de la méthode des cordes. A ce niveau avancé, on ne demande pas à l'élève de réciter le Coran qu'il a mémorisé. L'examen porte uniquement sur la méthode des cordes. S'il réussit, il est diplômé et est autorisé à ouvrir un nouveau centre d'étude. De plus, est donnée une grande fête en son honneur qui peut durer jusqu'à une semaine. Les étudiants, les savants et les diplômés de l'examen du Qûnî y assistent. Telles sont les règles et les usages en cours spécifiques à l'enseignement dans la société des Al-Fûr.

Les centres de savoir au Darfour

Citons l'un des plus grands centres de savoir au Darfour, celui mis en place par Malik Al-Fûtâwî et sa famille. Il y a aussi le centre Kûbî du savant Abd Al-Rahmân Kâkûm. Le centre Jadîd Al-Sayl dans lequel ont étudié les savants de Al-Jawâmi'a. Le centre Habîla du savant Abd (Rabb) Al-Nabiyy Sâjâ. Le centre Shûba au Nord de la montagne de Marra. Le centre Al-Dâmira au Nord de Katam, fondé par le shaykh Abd Al-Bâqî Al-Masîrî Al-Falîfî. Et le centre Kûnû au Nord de Zâlanjî.

Chaque village avait sa mosquée où le Coran y était appris. Chaque savant disposait de sa mosquée dans laquelle il faisait ses cinq prières. Dans son entourage se trouvaient ceux qui avaient émigré dans la région. Certains d'entre eux pouvaient se rendre au Caire, à Al-Azhar puisque leur émigration avait débuté vers 1850. Un espace dans les arcades de la mosquée leur était même consacré. Il est appelé Riwaq Darfour. Il existe toujours sous ce nom jusqu'aujourd'hui. Certains habitants du Darfour partent également en Tunisie et en Afrique de l'Ouest pour étudier.

Les plus grands savants à l'époque des sultanats de Al-Fur

Un certain nombre de savants ont gagné une notoriété dans le sultanat Islamique du Darfour. Parmi eux, le savant Abd Al-Rahmân Kâkûm qui venait du Soudan et de la vallée du Nil. Il compte parmi les plus



Chaque village avait sa mosquée où le Coran y était appris. Chaque savant disposait de sa mosquée dans laquelle il faisait ses cinq prières.

importants qui ont diffusé l'Islam au Darfour. Il vécut à l'époque du sultan Mohammed Tîrân qui régna sur le sultanat du Darfour entre 1768 et 1787. Par la suite, il quitta le Darfour pour Al-Azhar. Durant trente ans, il y étudia tout ce qui touche aux sciences religieuses. Il jeûnait tout le temps jusqu'à ce qu'il soit surnommé Al-Duwaymir, qui signifie celui qui jeûne tout le temps. Il revint au Darfour en tant que savant à l'époque du sultan Abd Al-Rahmân Al-Rashîd qui régna sur le Darfour de 1787 à 1806. Il l'accueillit d'ailleurs en grande pompe. Notre savant s'installa dans la ville de Kûbî et y construisit sa mosquée qui fit office de centre d'études. Ce dernier y attira un grand nombre d'élèves qui venaient même du sultanat de Waddây qui était voisin du Darfour ... Des hommes de confiance ont dit que l'imam kâkûm est celui qui suggéra au sultan âbd Al-Rahman AL-Rashid d'établir Al-Fâshir comme capitale du Dar-

four. La descendance de ce savant a poursuivi cette tradition du savoir, de l'enseignement et d'imam jusqu'au règne du sultan Ali Dinar qui fut tué en novembre 1916. Un autre savant connu à cette époque est le juriste Wâd 'Umârî, né dans la ville de Tawila. Il fait partie de la tribu des 'Arîfât. Husayn Wâd 'Umârî avait voyagé en direction d'Al-Azhar avec une caravane de commerçants. Il y demeura 25 ans et y étudia les sciences Islamiques. Il revient ensuite au Soudan et sur sa route, il visita les régions de Danqala, Shindî, Umm Darmân, Kûstî et Al-Abyad. Dans toutes ces régions, il y dispensa des cours. Il arriva à Al-Fâshir à l'époque du règne du sultan Mohammed Al-Fadl. Le sultan l'honora et le rapprocha de lui. Il le désigna comme précepteur de ses enfants. Puis, président du bureau du sultan. Aussi, un autre grand savant, notre bien aimé, Fakhr Al-Dîn ibn Al-Faqîh Mohammed Sâlim shaykh Al-Shagha. Le juriste Sâlim shaykh Al-'Azîma. L'imam Al-Daw ibn Al-Imâm Al-Misrî, l'imam du sultan. Le savant 'Izz Al-Dîn de Al-Jawâmi'a qui venait de Kardafân. Notre bien aimé, le cadi Ahmad Taha de la ville de Kûbî. Le savant dénommé Sa'd des habitants de Khaybar. Le savant Salâma ibn Al-Faqîh Malik shaykh Al-Muwatta. Le savant shaykh Al-Dardiri de Kardafan.

Les 10 derniers jours du mois de Ramadan représentaient pour le Prophète et ses Compagnons une occasion privilégiée de se consacrer entièrement à l'adoration de Dieu, de se repentir, de se rapprocher de Lui, et de l'implorer afin qu'Il concrétise leurs aspirations les plus chères. Cette adoration représente d'ailleurs une pratique prophétique hautement recommandée, sunna mouakkada.

LES DIX JOURS DE RAM...OU CO S'EXER QUÊTE D'EXCE

Dans nos sociétés, où il n'est pas aisé d'opérer une retraite totale par rapport à son environnement, en s'isolant dans une des mosquées qui ouvre ses portes jour et nuit pendant cette période bénie, il est important de se demander comment ne pas passer à côté d'une telle adoration qui permettrait à l'être de se recentrer sur l'essentiel en opérant une rupture avec le monde qui l'entoure. Cette rupture, même si elle ne s'opère pas en s'astreignant rigoureusement à une retraite dans un lieu déterminé, peut s'opérer intérieurement. D'ailleurs, le sens profond de l'Irtikâf est de chercher à détacher son cœur et son esprit de toute autre préoccupation que Dieu et d'orienter continuellement tout son être vers la direction de la Qibla. L'intention et la volonté ferme de s'extirper d'un environnement physique, visuel, sonore, qui sans cesse assaille notre être intérieur et nos sens, est une manière de concrétiser les objectifs de la retraite, même si les circonstances nous empêchent d'être physiquement dans une mosquée. Rappelons qu'un des principes qui fonde la jurisprudence islamique consiste à s'efforcer de réaliser une chose, tant que faire se peut, même s'il est impossible de la concrétiser entièrement.

Le Messenger de Dieu, évoquant les catégories de gens qui auront le privilège d'être sous l'ombre de Dieu le jour du jugement dernier, a cité la personne dont le cœur est attaché aux mosquées. Il a parlé du cœur et non du corps qui, selon les circonstances (maladie, voyage, activité professionnelle, obligations familiales, etc.) peut être contraint à être séparé des lieux de culte. Il a aussi précisé que toute la terre était pour chaque musulman, et ceci représente un privilège accordé à sa seule communauté, un lieu de prière. Se construire, intérieurement et symboliquement, un lieu de retraite

te re l'être dura tion l'e avec Certes notre dern ment desti Dieu née à etc. (il viv té de Son a deho Mess pas p soit deho Cette doit en r notre vis-à accap ture, par s

D e le d q d r

"Ceci étant dit, je suis impatient avec mes frères et sœurs musulmans de jeûner pendant le mois sacré du Ramadan. Ce sera ma première fois, alors souhaitez-moi bonne chance".

Il est président du conseil urbain de la ville de Weligama, dans le sud du Sri Lanka,

et depuis le début du Ramadan le 14 avril dernier, il s'abstient de manger et de boire pendant la journée.

Par pure coïncidence, les musulmans du Sri Lanka, un pays principalement bouddhiste, ont commencé cette année leur jeûne le même jour que le nouvel an pour les

communautés cinghalaises et tamoules. Mais la société multiconfessionnelle du Sri Lanka a subi un choc, il y a près de deux ans, lorsque des militants islamistes ont perpétré des attentats suicides contre des églises lors des célébrations de Pâques, tuant près de 270 personnes.



DANESQUES

**DERNIERS
DU MOIS
RAMADAN...**

**COMMENT
ACCÉDER À LA
PERFECTI
EXCELLENCE ?**



vient à vivre pleinement celle-ci si elle tout entier cherche à se détacher pendant cette période de toute préoccupation futile, de tout ce qui empêche le cœur d'opérer d'un esprit d'opérer une véritable rupture avec le monde environnant.

Comme le Prophète, comme nous l'enseignait la mère Aïcha, redoublait d'effort la dernière décennie de ce mois béni, notamment parce qu'elle comporte la nuit du jeûne ou de la valeur, au cours de laquelle Dieu décrète pour chaque âme, pour l'année à venir, son espérance, sa subsistance, (sourate 44, verset 4). Mais en réalité, Dieu était toujours dans cet état de proximité avec Dieu, dans la recherche continue de l'agrément, que ce soit pendant ou en dehors de ce mois. Elle rapporte que le Prophète, durant la nuit, ne priait plus de onze unités de prières, que ce soit pendant le mois de Ramadan ou en dehors de celui-ci.

La rupture qui est une aspiration qui habite l'esprit de tout musulman est véritablement un moyen de s'exercer à être en vie durant dans cet état de retraite et de vis-à-vis d'un environnement qui nous sépare, qui occupe notre esprit. La rupture chez les élus de Dieu, à commencer par les Messagers, est un état permanent.

**Dieu a gratifié
et élu
les Gens
de la Caverne,
qui ont vécu plus
de 300 ans
retirés du monde,**

Dieu ordonne au Prophète de s'astreindre à une présence continue, à ne jamais rompre cet état de présence à Lui (sourate 18, verset 24) qui est l'unique voie pour vivre une véritable paix intérieure, synonyme de remise confiante à Dieu en toute chose.

Dieu a gratifié et élu les Gens de la Caverne, qui ont vécu plus de 300 ans retirés du monde, en les préservant d'une société hostile à la foi qu'ils portaient. Cette retraite bien physique était pourtant d'abord une action du cœur désireux de vivre en intimité avec l'Être suprême. C'est ainsi que Dieu a concrétisé leurs plus hautes aspirations en les gratifiant de cette présence permanente du cœur (sourate 18, verset 14). Telle est la signification profonde du terme arabe Ribat.

Chercher à vivre cette communion du cœur consiste, en somme, à suivre les pas de nos prédécesseurs et les dix derniers jours du Ramadan sont un moment propice à l'exercice de l'ego à une discipline à laquelle il n'est pas forcément habitué au cours de l'année. Cette période représente un moment idéal pour s'exercer à vivre cette quête permanente d'excellence, qui caractérise de manière intemporelle les êtres élus par Dieu.



MOSQUÉE QOLSHARIF UN ÉDIFICE RELIGIEUX DU KREMLIN DE KARZAN

*La mosquée
Qolşärif
(également
appelée
Qol Sharif,
Kol Sharif,
Qol Sherif,
en tatar :
en
transcription
française :
Koul-Charif
et Kul Sharif
est un
édifice
religieux du
kremlin*

*de la ville de
Kazan en
Russie.
Au moment
de sa
construction,
elle était
réputée
pour être
la plus
grande
mosquée
d'Europe
derrière
celle
d'Istanbul.*



À l'origine, une première mosquée est construite à l'intérieur de l'enceinte du kremlin de Kazan au xvie siècle. La mosquée porte le nom de Qolsarif, homme d'État et imam ayant exercé au khanat de Kazan. Qolsharif y meurt avec ses nombreux élèves, en défendant Kazan de l'attaque russe en 1552. Il est supposé que le bâtiment avait des minarets, à la fois sous la forme de coupoles et de tentes de conception traditionnelle du khanat bulgare de la Volga, bien que des éléments du début de la Renaissance et de l'architecture ottomane aient pu également être utilisés. En 1552, la mosquée est détruite par Ivan le Terrible, au cours du siège de Kazan.

Des chercheurs tatars spéculent quant à savoir si certains éléments de l'ancienne mosquée Qolsharif seraient présents dans la cathédrale Saint-Basile-le-Bienheureux de Moscou qui comprend huit tours et une coupole centrale, non typiques de l'architecture russe. Depuis 1996, la nouvelle mosquée est construite

dans l'enceinte du Kremlin de Kazan, avec un aspect résolument moderne. Son inauguration, le 24 juillet 2005, a marqué le début des célébrations dédiées au millénaire de Kazan. La mosquée peut accueillir 6 000 fidèles. Plusieurs pays ont contribué à la construction de la mosquée Qolsharif, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Qolsharif est considérée comme l'un des symboles les plus importants des aspirations tatars.

De nos jours, la mosquée sert principalement de musée de l'Islam. Toutefois, au cours des grandes célébrations musulmanes, des milliers de personnes s'y rassemblent pour prier.

Le complexe Qolsharif a été imaginé comme un élément important du paysage architectural de Kazan. Outre la construction de la mosquée principale, il comprend une bibliothèque, une maison d'édition et le bureau de l'Imam.

BAMAKO DÉNONCE LA CAMPAGNE DE PROPAGANDE FRANCO-EUROPEENNE

Pressions occidentales pour déloger les Russes du Mali

Le Mali a affirmé par la voix des médias publics à Bamako que la campagne de propagande franco-européenne est une réponse outrée à l'éviction de la Task Force française Barkhane du Nord-Mali. « Il n'y a pas eu de massacre à Moura », ont-ils affirmé, soulignant que les succès sécuritaires remportés par les FaMa ont agacé l'Elysée.

Dans un communiqué publié par les FaMa (les Forces armées maliennes, ndlr), l'armée malienne annonce au contraire la mort de cadres jihadistes, dont un Franco-Tunisien. En effet, Samir Al-Bourhan, un cadre jihadiste franco-tunisien, fait partie de la "douzaine de terroristes" éliminés lors de deux frappes aériennes menées dans le centre du pays, ont annoncé les Forces armées maliennes samedi. Dans un communiqué des FaMa, dont « l'Express » détient une copie, l'état-major général du Mali indique que les Forces armées maliennes (Fama) ont, grâce à deux frappes aériennes exécutées le 14 avril, réussi à "neutraliser une douzaine de terroristes dans la forêt de Ganguel" qui se trouve "à environ 10 kilomètres" de la localité de Moura. "Ces frappes ont permis de neutraliser quelques cadres du GSIM" (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), principale alliance jihadiste au Sahel, liée à Al-Qaïda et dirigée par le chef touareg malien Iyad Ag Ghaly, "dont Samir Al-Bourhan, un

cadre terroriste franco-tunisien, parlant français et arabe", précise l'état-major. L'armée malienne dit avoir agi "sur la base de renseignements techniques bien précis faisant état d'un regroupement de terroristes", venus selon elle "pour remonter le moral des combattants" du GSIM et leur "apporter les soutiens financiers et logistiques tant attendus" après leur "cuisant revers de Moura".

L'armée dit avoir "neutralisé" fin mars 203 jihadistes à Moura, où l'ONG de défense des droits de l'homme américaine Human Rights Watch (HRW) l'accuse au contraire d'avoir exécuté sommairement 300 civils avec l'aide de combattants étrangers. Aucune photo ou vidéo permettant d'accréditer la version des autorités maliennes ou celle de HRW n'a émergé de Moura depuis lors. La Mission des Nations unies au Mali (Minusma) demande en vain, depuis plusieurs jours, à Bamako de lui permettre d'envoyer sur place une équipe d'enquêteurs.

I.Med/agences

MINISTRE DE LA DEFENSE
ET DES ANCIENS COMBATTANTS
.....
ETAT-MAJOR GENERAL DES ARMEES
.....
DIRECTION DE L'INFORMATION
ET DES RELATIONS PUBLIQUES
DES ARMEES



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

COMMUNIQUÉ N°031 DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DES ARMÉES

L'Etat-major Général des Armées informe l'opinion nationale que les Forces Armées Maliennes (FAMA) viennent de consolider une fois de plus leur acquis opérationnel contre des terroristes toujours fébriles et tentant de se réorganiser malgré le cuisant revers de Mourrah. Après cette débâcle subie par la Katibat Macina, l'émir du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) a dépêché dans la zone de Ganguel une délégation en vue de remonter le moral des combattants de la Katibat et leur apporter les soutiens financiers et logistiques tant attendus.

En effet sur la base de renseignements techniques bien précis faisant état d'un regroupement de terroristes dans la zone avec la présence d'un émissaire d'Iyad Ag GHALY, les FAMA viennent par deux opérations de frappes aériennes le 14 avril 2022 de neutraliser une douzaine de terroristes dans la forêt de Ganguel à environ 10 km de la commune rurale de Mourrah. Ces frappes ont permis de neutraliser quelques cadres du GSIM dont Samir Al BOURHAN, un cadre terroriste franco-tunisien, parlant français et arabe, dépêché par Iyad Ag GHALY et deux de ses accompagnateurs du GSIM.

L'objectif de la mission d'Al BOURHAN dans cette zone était de transmettre un message comme quoi les FAMA s'inscrivent désormais dans une entreprise d'extermination de la communauté peulh. C'est dans cet ordre d'idée qu'il devrait rencontrer les combattants de la Katibat des secteurs de Youwarou, Ténenkou, Djenné, Ganguel, Mayatake et enfin rejoindre un pays voisin.

BURKINA FASO

Plus de 130 présumés terroristes neutralisés en un mois

Au total 136 présumés terroristes ont été neutralisés lors d'opérations menées du 15 mars au 15 avril 2022 par les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso sur toute l'étendue du territoire, a-t-on appris lundi de source officielle.

"Globalement, la situation sécuritaire sur la période du 15 mars au 15 avril 2022 s'est légèrement améliorée dans plusieurs parties du territoire national.

Comparativement au mois écoulé, les indicateurs soulignent des avancées notables", a écrit l'armée burkinabè dans son bulletin mensuel d'information sur les opérations de sécurisation.

La même source souligne que les actions

militaires ont permis de "desserrer" la pression des groupes armés sur plusieurs localités du Centre-Nord, du Nord et de l'Est alors que les escortes et les opérations de sécurisation d'axes routiers ont permis le ravitaillement de plusieurs localités et la reprise des activités de nombreux commerçants.

L'opération "OUGAPO 3" qui se déroule depuis environ 3 semaines dans la région de l'Est a permis de neutraliser au moins une vingtaine de terroristes dans les environs de Pama, indique le bulletin.

Dans la même région, en riposte aux attaques de Natiaboani et Napade survenues le 22 mars 2022, les forces

armées nationales disent avoir engagé plusieurs forces terrestres et aériennes de neutraliser 10 terroristes le 26 mars 2022 et 35 le 1er avril.

Plusieurs actions offensives ont été conduites dans le cadre de la poursuite du nettoyage de la ville de Djibo (Sahel) et de ses environs, selon l'armée qui précise qu'elle a neutralisé le 16 mars dernier, 4 binômes armés à moto au sud de la ville. Les 20 et 21 mars 2022, des renseignements précis fournis par les populations ont permis de déclencher une opération d'opportunité contre un groupe armé qui sévissait au Nord de Djibo. L'opération, qui a impliqué des unités

terrestres et aériennes, a permis de mettre hors de combat 40 terroristes au cours de trois actions distinctes, indique l'armée. De l'armement, des moyens roulants et un dépôt de carburant ennemis ont été détruits lors de cette opération, selon la même source.

Le 24 mars 2022, alertées suite à l'attaque contre les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) de Barsalogo, les unités militaires ont lancé une contre-offensive qui a permis de neutraliser 09 terroristes. "Au cours de cette action, un véhicule militaire a heurté un engin explosif improvisé, tuant 02 soldats et blessant 03 autres", précise l'armée. I. M.

SÉNÉGAL

Macky Sall reçoit le directeur général de la FAO

Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Qu Dongyu, a été reçu dimanche au palais de la république par le Président sénégalais, Macky Sall, a annoncé lundi un communiqué de l'institution

onusienne. La réunion bilatérale a été consacrée à la collaboration entre la FAO et le Sénégal et entre l'organisation et l'Union africaine, dont Sall est président en exercice.

« Ils ont discuté des ambitions mutuelles pour tirer parti de la

science, de l'innovation, de l'information, de la communication, de la technologie et des partenariats pour transformer le secteur agricole du Sénégal, afin d'améliorer la nutrition et les moyens de subsistance », a indiqué le communiqué du

bureau de la FAO au Sénégal. Dongyu et Sall ont, selon le document, discuté de la nécessité d'améliorer l'accès à des aliments nutritifs en Afrique, où près d'un milliard de personnes n'ont actuellement pas les moyens d'avoir une alimenta-

tion nutritive. « Une meilleure nutrition est l'un des quatre meilleurs du Cadre stratégique de la FAO 2022-2031, avec une meilleure production, un meilleur environnement et une vie meilleure pour tous, sans laisser personne de côté », a insisté à ce propos le communiqué.

« Dans le même temps, l'Union africaine a déclaré 2022 l'année du renforcement de la résilience en matière de nutrition sur le continent africain : accélérer le développement humain et social et du capital humain », a ajouté le document

Les deux dirigeants ont convenu que la transformation des systèmes agroalimentaires est une priorité urgente pour stimuler la nutrition en Afrique, afin d'améliorer la production et d'accroître la résilience, selon la même source

In A.Anadolu

L'ALLEMAGNE VEUT RENFORCER SA COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LE NIGER

La ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock à Niamey

Après le Mali, la ministre allemande des Affaires étrangères poursuit sa tournée dans le Sahel avec une visite au Niger. Lors de sa rencontre avec le président Mohamed Bazoum, il a principalement été question de la coopération militaire entre les deux pays, ainsi que d'autres grands défis auxquels le Niger est confronté, comme le terrorisme et les conséquences du changement climatique.

"En tant que ministre allemande des affaires étrangères, je suis très heureuse d'aborder la question majeure de la protection du climat, pour laquelle nous voulons, en Allemagne, apporter un soutien fort au cours des prochaines années.

Nous voulons également soutenir la sécurité et l'éducation, un sujet aussi important pour le président. Et là aussi, l'Allemagne apportera son soutien, car l'éducation est une chose importante

pour les jeunes, et cela unit également nos deux pays", a déclaré Annalena Baerbock. L'Allemagne appuie et forme des forces spéciales nigériennes dans un centre d'entraînement dans la région de Tahoua. Au moment où Berlin envisage de retirer ses soldats du Mali, le Niger apparaît comme un pays clé dans le redéploiement des forces militaires internationales au Sahel. R.I.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL

L'AG ÉLECTIVE FIXÉE AU 9 JUIN

La Fédération algérienne de football (FAF) tiendra son assemblée générale élective (AGE) le 9 juin prochain, alors que celle consacrée à l'adoption des bilans moral et financier (AGO) de l'exercice 2021 aura lieu le 19 mai, indiquait avant-hier l'instance fédérale.

Cette décision a été prise à l'issue de la réunion du bureau fédéral, tenue dimanche soir à Sidi Moussa, sous la présidence d'Amara Charaf-Eddine, président de la FAF, et en absence de deux membres, à savoir Amar Bahloul et Mouldi Aissaoui. Les deux assemblées générales (AGE et AGO) seront précédées par une assemblée générale extraordinaire (AGEx), prévue le 12 mai, consacrée à la mise en conformité des statuts de la FAF, précise la même source.

D.M.

TENNIS DE TABLE / CHAMPIONNAT NATIONAL INDIVIDUEL

AISSA BELKADI ET WIDAD NOUARI SACRÉS

Les pongistes Aissa Belkadi (Raed Arbaa) et Widad Nouari (Club Ouargla) ont été sacrés champions d'Algérie de tennis de table, lors de la 3e et dernière phase du Championnat national individuel, disputée le week-end dernier au Centre de regroupement des équipes nationales à Souidania (Alger).

Chez les messieurs, le podium a été complété par Abderrahmane Azala (Club Attaf) et Abdelhamid Tifoura (Club Hadjout), alors que Lynda Leghribi (Club Alger) et Katia Kessassi (licence individuelle) se sont, respectivement, adjugés les médailles d'argent et de bronze du podium féminin. Dans une déclaration à la presse, le président de la Fédération algérienne de la discipline (FATT), Toufik Aïlem, s'est félicité de "la réussite" de cette compétition, qui s'est déroulée dans "d'excellentes conditions et a enregistré une rude concurrence entre les participants". En marge de la compétition, la direction technique de la FATT a tenu une réunion avec un représentant de la commission du suivi de la préparation des équipes nationales pour les compétitions internationales, sur les prochaines étapes de préparation des pongistes algériens en prévision des Jeux méditerranéens d'Oran 2022.

APS

LIGUE 1

MESSI, VERRATTI ET KIMPEMBE FORAITS POUR ANGERS-PSG

La star argentine du Paris Saint-Germain souffre du tendon d'Achille. La star du Paris Saint-Germain Lionel Messi souffre du tendon d'Achille gauche et ne pourra pas jouer à Angers mercredi lors de la 33e journée de Ligue 1, comme le milieu Marco Verratti et le défenseur Presnel Kimpembe, a annoncé mardi le club. L'Argentin souffre d'une «inflammation du tendon d'Achille gauche», a précisé le PSG, ajoutant qu'un point serait fait dans les 48 heures. Le milieu italien a reçu, lui, un coup au genou gauche et «sa situation sera évaluée dans les 48 heures» également, a précisé le PSG dans un communiqué. Même délai pour l'international français Kimpembe, qui ressent «une douleur au genou droit». Ces absences s'ajoutent à celle de l'attaquant brésilien Neymar, suspendu. Le milieu espagnol Ander Herrera (ischio-jambiers) doit reprendre l'entraînement jeudi. Le milieu allemand Julian Draxler (ménisque) et le milieu argentin Leandro Paredes (pubalgie) poursuivent les soins après leurs opérations chirurgicales respectives.

LIGUE 1
Le championnat prendra fin le 10 juin

Le championnat national de Ligue 1 prendra fin le vendredi 10 juin. L'annonce a été faite par le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Amara Charaf-Eddine, lors de la réunion statutaire du Bureau fédéral, dans la nuit de lundi à mardi, tenue au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa.

«La fin du championnat est prévu le 10 juin prochain, et sera suivie une semaine plus tard, soit probablement le 17 juin, par le déroulement de la Supercoupe d'Algérie (CR Belouizdad-JS Kabylie, ndlr). Nous allons proposer cette date aux autorités, auxquelles le dernier mot revient dans la programmation de cette rencontre», a indiqué le patron de la FAF. Concernant l'essentiel des autres décisions prises lors de cette réunion, il a été convenu que vainqueur du championnat et son dauphin représenteront l'Algérie en Ligue des



champions. De leur côté, les formations classées 3e et 4e disputeront la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), tandis que les 5e et 6e seront engagés en Coupe arabe.

Pour ce qui est de l'exercice prochain, le coup de starter sera donné le vendredi 19 août avec 16 équipes sur la ligne de départ et non pas 18, et

ce, conformément au nouveau système de compétition. En ce qui concerne le football féminin, il est désormais obligatoire pour chaque club professionnel de «se doter d'une section de football féminin» à partir de la saison prochaine, dans le but «de se conformer aux exigences de la CAF, mais aussi dans le cadre du développement du foot-

ball féminin», a fait savoir M. Amara. «Chaque club dans le palier supérieur doit se doter d'une section de football féminin, c'est une obligation. Le club pourra aller jusqu'à la création de quatre équipes, toutes catégories confondues, cela est bien évidemment tributaire des moyens de chaque club», a-t-il conclu.

R.S.

MERCATO

Haaland d'accord avec Manchester City, annonce la presse anglaise

À en croire le Daily Mail, le feuilleton Erling Haaland touche à sa fin. L'attaquant du Borussia Dortmund est courtisé par les plus grands clubs depuis presque deux ans. Manchester City et le Real Madrid semblaient tenir la

corde. Et le quotidien britannique affirme qu'un accord a été trouvé entre les dirigeants des Skyblues et les représentants d'Haaland (21 ans).

Un contrat jusqu'en 2027 serait sur la table, assorti

d'un salaire annuel de quasiment 30 M€, ce qui ferait du Norvégien le joueur le mieux payé de Premier League. Manchester City devrait signer un chèque de 73 M€ cette semaine afin de payer la clause libératoire d'Haaland,

Dortmund n'ayant donc pas son mot à dire dans ce transfert. Les prochains jours diront si Haaland, auteur de 25 buts en 26 matches avec le club allemand cette saison, a bien tranché quant à son avenir.

R.S.

MERCATO

En fin de contrat, Di Maria devrait quitter le PSG cet été

C'est une petite page qui va se tourner au Paris Saint-Germain. Recruté pour 63 M€ en provenance de Manchester United en 2015, Angel Di Maria se dirige vers un départ à l'issue de son contrat cet été.

Selon le journal L'Équipe, l'ailier argentin (34 ans)

aimerait poursuivre au sein de la capitale, mais son club ne partage pas ce souhait. Di Maria, 3 buts et 4 passes décisives en 25 matches cette saison, sort de ce qui est peut-être son pire exercice au PSG, dans l'ombre du trio Neymar-Mbappé-Messi.

R.S.



FOOT

PLATINI N'EST «PAS INTÉRESSÉ» PAR LA PRÉSIDENTIE DE LA FFF

Dans une interview publiée hier dans les quotidiens régionaux du groupe de presse EBRA, Michel Platini a assuré ne pas être intéressé par la présidence de la Fédération française de football. À 67 ans, l'ancien numéro 10 de l'équipe de France est en attente de son jugement, en juin prochain en Suisse, pour escroquerie.

CONSTANTINE

OUVERTURE D'UN ESPACE D'EXPOSITION-VENTE DES PRODUITS ARTISANAUX AU MUSÉE-PALAIS AHMED BEY

Un espace d'exposition-vente des produits artisanaux a été ouvert, lundi, au musée national public des arts et des expressions traditionnelles palais-Ahmed Bey de Constantine, à l'occasion du coup d'envoi des festivités du mois du patrimoine (18 avril-18 mai). L'espace, réservé à l'artisanat tous domaines confondus, offre une opportunité pour "promouvoir les produits artisanaux dans toutes leurs diversités et faire valoir un savoir-faire séculaire", a précisé à l'APS la directrice du musée Ahmed Bey, Meriem Guebailia, soulignant que "le musée national des arts et des expressions traditionnelles ne désemplit pas de groupes de touristes qui viennent des quatre coins du monde". Elle a, dans ce sens, ajouté que "cet espace appuie les activités artisanales de toutes sortes, dinanderie, bijoux, travail du bois, poterie notamment, et permet aux visiteurs du musée de voir de près la finesse et la beauté d'œuvres et de pièces d'art conçues et réalisées avec passion, en plus de son ambition également de donner une portée internationale à ces orfèvreries".

Puisés d'un héritage artistique et culturel ancestral riche et diversifié, les produits proposés dans cet espace d'exposition-vente sont notamment la dinanderie, entre plateaux et cadres représentant les ponts de la ville, des poupées vêtues d'habits traditionnels, de bijoux traditionnels ainsi que la djouzia, une douceur parmi les plus appréciées par les visiteurs de la ville.

La célébration du Mois du patrimoine, dans son premier jour, a donné lieu à l'ouverture de la salle des poupées en costumes traditionnels des quatre coins du pays, racontant avec élégance et raffinement l'Algérie et sa diversité culturelle et vestimentaire, un projet réalisé par le musée Ahmed Bey. L'association des Amis du palais Ahmed Bey a proposé pour le mois du patrimoine une exposition scénographique intitulée "Dar arab" (maison traditionnelle), où des scènes de vie d'antan de la femme constantinoise ont été reproduites à travers les rituels de "kahwet El Asser" (le café de l'après-midi), des femmes qui roulent le couscous, le trousseau de la mariée et dont les petits détails de ces scènes renvoient à des traditions séculaires de la ville.

Aussi, une exposition sur la distillation d'eau de rose et de fleur d'oranger, une tradition intemporelle à Constantine, était également à l'honneur.

Les accessoires utilisés pour la distillation, l'incontournable "qettar" (alambic) composé d'une partie inférieure appelée "tandjra" (un grand récipient en cuivre) dans laquelle est mise une "kouba" (boule) de roses, et d'une partie supérieure "Keskas" (sorte de passoire) trônaient au centre de l'exposition.

Aussi, une exposition de bateaux en bois, sculptés à l'identique de ceux empruntés par Ahmed Bey (1786-1851) lors de son périple pour arriver jusqu'aux Lieux Saints de l'Islam, œuvre de l'artisan Ahcene Kacir, rehausse les salles du palais. Un programme riche et diversifié, proposant des conférences sur le patrimoine et des expositions, a été élaboré par le musée national public des arts et des expressions traditionnelles palais-Ahmed Bey, à l'occasion du mois du patrimoine.

COUP D'ENVOI DES FESTIVITÉS DU MOIS DU PATRIMOINE

Reconsidérer les politiques menées en vue de sa préservation

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a affirmé, lundi au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Alger, à l'occasion du lancement officiel des festivités du mois du Patrimoine (18 avril-18 mai), que "le patrimoine culturel, matériel et immatériel, représente une forteresse de la mémoire populaire et requiert aujourd'hui plus que jamais davantage de protection et de valorisation".



La ministre intervenait à l'ouverture des travaux d'une journée d'étude sur la protection du patrimoine, placée sous le thème « Protection du patrimoine immatériel et enjeux identitaires », en présence de nombre de membres du gouvernement ainsi que de représentants de certains départements ministériels et des corps de sécurité. Dans son allocution, Mme Mouloudji a considéré que ce patrimoine, qui "n'a pas encore atteint le véritable statut qu'il mérite", doit "être revitalisé, préservé et protégé à travers sa collection et son répertoire, avant de le passer à l'étude et à l'analyse".

La ministre a relevé "la responsabilité de tous, individus, Etat et chercheurs dans la protection de ce patrimoine", jugeant indispensable à ce propos "de reconsidérer les politiques menées en matière de préservation du patrimoine et de développement des pratiques scientifiques garantissant sa protection". Elle a également évoqué les efforts déployés par l'Algérie dans ce domaine, notamment

le classement de huit biens culturels immatériels depuis 2008, et le dépôt de trois autres dossiers auprès de l'UNESCO.

Par ailleurs, Mme Mouloudji a passé en revue "les efforts fournis par le ministère et les établissements de recherche en vue de préparer de nombreux dossiers à présenter à l'UNESCO, dont un dossier sur les habits traditionnels algériens".

A ce propos, elle a rappelé "l'élaboration d'une base de données pour l'inventaire du patrimoine culturel immatériel", d'autant que le secteur mise aujourd'hui sur une approche inscrite dans le cadre d'une "stratégie prospective donnant lieu à des résultats scientifiques".

Elle a également annoncé que parallèlement à la Journée du savoir, "il a été procédé à la levée de gel sur huit projets dans la ville de Constantine, qui concernent le suivi de la rénovation des bâtisses uniques, dont Dar Daikha, la maison du cheikh Abdelhamid Ben Badis et son imprimerie, à la rénovation des hôtels, des hammams traditionnels, de l'école d'El Ketta-

nia et des zaouïas, ainsi qu'au suivi de l'équipement du Musée national El Hadji Ahmed Bey.

Les travaux de la journée d'étude sur le patrimoine immatériel placée sous le thème "Protection du patrimoine matériel et défis de l'identité" et qui ont été animés par des experts et des chercheurs dans le domaine du patrimoine et des enseignants universitaires, ont abordé plusieurs aspects relatifs à la préservation et à la sauvegarde du patrimoine culturel. Certaines interventions ont également abordé des questions relatives à la sauvegarde et à la préservation du patrimoine.

Dr Senouci Saliha a mis en avant dans son intervention intitulée "mécanismes et moyens de préservation du patrimoine immatériel", l'importance de protéger le patrimoine culturel immatériel, la nécessité de l'archiver et de la publier de magazines périodiques qui s'intéressent au sujet, en vue de sortir les éléments de ce patrimoine du caractère local.

Mme Senouci a également abordé l'importance de la for-

mation, proposant l'organisation de sessions de formation, en vue d'étudier les procédés de collecte et de préservation de ce legs avec la participation de tous les acteurs.

Les intervenants à cette conférence ont souligné l'importance des archives, en vue de vulgariser ce legs ancien et diversifié que possède l'Algérie, la nécessité d'appuyer la formation dans toutes les spécialités et d'intégrer ce patrimoine dans les programmes d'enseignement dans les écoles algériennes.

Ils ont également appelé à la création d'un établissement indépendant propre au patrimoine. Parmi les questions ayant été abordées, figurent celles relatives à l'élaboration des dossiers relatifs à la préservation et à la conservation du patrimoine, tout en proposant son classement, et ce, en mettant en avant la mise en place d'une stratégie dans l'élaboration des dossiers et en accordant un intérêt à l'impact de ces classements. Les participants ont également valorisé tous les efforts qui sont fournis pour la préservation de ce legs culturel.

R. C.

APRÈS PLUS DE DEUX ANS D'ABSENCE

La fête du bijou d'Ath Yenni annonce son grand retour

La fête du bijou traditionnel d'Ath Yenni (Tizi-Ouzou) se tiendra du 28 juillet au 6 août prochains après plus de deux années d'éclipse à cause notamment de la pandémie du Covid-19, ont annoncé les

organisateurs. La décision de relancer cette fête qui met en valeur le bijou traditionnel et le savoir-faire artisanal des bijoutiers d'Ath Yenni, a été prise par l'ensemble des concernés, à savoir

l'Assemblée populaire communale d'Ath Yenni et le Comité communal des fêtes et les artisans bijoutiers de cette localité, a indiqué à l'APS le président d'APC, Abdellah Djenane. L'édlie a fait savoir qu'après avoir arrêté, vendredi dernier, la date de cette manifestation, les préparatifs sont déjà lancés pour installer les commissions ad-hoc qui se répartiront les différentes tâches inhérentes à l'organisation de la fête du bijou. D.M.



À VENDRE

Appartement de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait

Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271

L'EXPRESSDZ
Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page
Facebook :



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA
DAIRA D'OULED DERRADJ
COMMUNE D'OULED DERRADJ
N.I.F: 096328049072025.

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 05/2022

Le président de l'APC d'Ouled derradj (dans le cadre du Budget de Wilaya) pour la réalisation de projet suivant : **Aménagement et restauration Immeuble Administrative.**

Les entreprises et les sociétés qualifiées comme activité principale dans la construction catégorie Trois(03) et plus intéressés peuvent retirer Le cahier des charges auprès de (A.P.C Ouled Derradj - Bureau des marches) contre paiement de la somme de: 4.000.00 D.A. a l'ordre de trésorier Communal d'Ouled derradj .

Les Offres devront être remises sous pli fermé comportant trois(03) enveloppes séparés et fermés (le dossier de candidature + l'offre technique + l'offre financière) dans une enveloppe accompagnées des pièces demandé (Article 09 dans le cahier des charges) comme suite :

DOSSIER DE CANDIDATURE:

- Fiche d'informations (remplie, signé, datée et cachetée).
 - Déclaration de Probité (remplie, signé, datée et cachetée).
 - Déclaration de candidature (remplie, signé, datée et cachetée).
- NB: Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidatures sont exigés uniquement de l'attributaire du marché, qui doit les fournir dans un délais maximum de dix(10) jour à compter de la date de sa saisine, (Article 09 dans le cahier des charges).

- Les documents justifiant demandé: les capacités professionnels, financières, Techniques et les moyens matériels et humains dessiné pour exécution du projet:

- 08- Capacités professionnelles: Attestation de qualification Professionnelle (activité principale en construction catégorie Trois (03) et plus, (copie).
- 09- capacités financières : (les pilon de trois (03) dernières années. (copies).
- 10- les capacités Techniques (moyens matériels et humains dessiné pour exécution du projet:
 - 10-1- Moyens matériels (Liste délivré par un notaire ou huissier ou un expert de deux (02) dernières années avec présentation des cartes grise et des attestations d'assurances pour le matériels roulants. (copies)
 - 10-2- Moyens humains (Liste des personelles (il faut présenter les attestations d'affiliation à la CNAS + CACOPATH avec diplômes pour cadres)
- 11- Planning d'exécution des travaux (signé, datée et cacheté).

OFFRES TECHNIQUE

- Déclaration a souscrire (remplie, signé, datée et cachetée).
- le cahier des charges (paraphée tous les pages, signé, daté et cacheté) portant à les dernies page la mention manuscrite « lu et accepté »
- les document permettant d'évaluer l'offre technique:

- 01- mémoire technique justificatif. (remplie, signé, datée et cacheté).

OFFRES FINANCIER

- Lettre de soumission (remplie, signé, datée et cachetée).
- Bordereaux des prix unitaires (remplie en lettres et en chiffres, signé, datée et cacheté).
- Détail quantitatif et estimatif (remplie en chiffres, signé, datée et cacheté).
- 01- Décomposition du prix global et forfaitaire (remplie en chiffres, signé, datée et cacheté).

Le pli extérieur doit être anonyme et ne porte que la mention suivant :

Mr LE PRESIDENT DE L'A.P.C. D'OULED DERRADJ
(A NE PAS OUVRIR QUE LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES)
AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 05 /2022
Aménagement et restauration Immeuble Administrative.

La date limite de préparation des offres est fixé à Dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les journaux nationaux au BOMOP, dépôt des offres le dernier jour avant treize heure et demis (13:30h) comme dernier délai. Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu au siège de l'APC le dernier jour de la date limite de dépôt des offres à quatorze heure (14.00 h).

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant quatre vingt dix(90) jours à compter de la date de dépôt des Offres.

Libye : l'exportation du pétrole suspendue

Au moment où tous les regards sont tournés vers l'Ukraine, la Libye se retrouve dans une impasse politique inextricable qui pourrait dégénérer en une nouvelle guerre. C'est dans ce contexte que se joue une véritable bataille du pétrole.

Par Le Point Afrique

La Compagnie nationale de pétrole en Libye (NOC) a annoncé ce lundi 18 avril l'arrêt des opérations sur deux sites pétroliers majeurs, le terminal de Zouetina et le champ d'al-Charara, après la fermeture de plusieurs autres installations. Une décision prise après une série de protestations aux abords des champs et terminaux pétroliers et sur fond de rivalités politiques.

« Une douloureuse vague de fermetures » En effet, la Libye, qui peine à tourner la page des années du régime de Mouammar Kadhafi renversé en 2011, est en proie à une grave crise institutionnelle, avec deux exécutifs rivaux.

En février, le Parlement siégeant dans l'est du pays a désigné Fathi Bachagha comme nouveau chef de gouvernement. Mais celui-ci n'a toujours pas réussi à évincer l'exécutif en place à Tripoli dirigé par Abdelhamid Dbeibah et qui refuse de remettre le pouvoir avant la tenue d'élections. Après une réunion à Tunis avec plusieurs responsables militaires de l'ouest, Fathi Bachagha a tenté de regagner la capitale, Tripoli en passant par la frontière tunisienne. Mais il en a été empêché, semble-t-il par sécurité, car les forces fidèles au gouvernement d'Abdelhamid Dbeibah se sont déployées pour faire barrage. Considérés comme proches du camp de l'Est, les groupes qui bloquent les sites pétroliers réclament « une répartition équitable » des revenus et le transfert du pouvoir exécutif à l'ancien ministre de l'Intérieur.

Dans un communiqué, la NOC a regretté « le début d'une douloureuse vague de fermetures » d'installations pétrolières, « alors que les prix du pétrole et du gaz flambent » sur les marchés internationaux sous l'impact de la guerre en Ukraine. Après la « fermeture forcée » dimanche du champ d'al-Fil (sud), les employés travaillant dans les installations à Zouetina (est), Mellitah (nord-ouest), al-Sarrir (est) et Al Khaleej (est)



ont été « contraints à arrêter complètement et progressivement la production », selon la compagnie. La production « sur les champs d'Abou Al-Tifl (est), al-Intissar (est), al-Nakhla (est) » a également cessé dimanche de même que la production de gaz des usines affiliées à ces sites et au port de Zouetina, où « un groupe d'individus est entré de force pour contraindre les employés à cesser les opérations », a précisé la NOC.

Situé à environ 900 km au sud de Tripoli, al-Charara produit en temps normal 315 000 barils par jour, sur une production nationale de plus de 1,2 million de barils par jour, contre 1,5 à 1,6 million avant 2011. Principal fournisseur de la raffine-

rie de Zaouia (ouest), qui à son tour approvisionne le marché local en carburants, al-Charara est géré par la société Akakus, co-entreprise entre la NOC, l'Espagnol Repsol, le Français Total, l'Autrichien OMV et le Norvégien Statoil.

La fermeture de Zouetina, l'un des quatre terminaux pétroliers de la région dite du « Croissant pétrolier » à l'est, va priver la Libye de l'exportation de près d'un quart de sa production.

Escalade

Dans un tel contexte, la NOC « se voit contrainte de déclarer l'état de force majeure sur le port pétrolier de Zouetina » ainsi que sur tous les champs et usines associés à ce port « jusqu'à nouvel ordre

», a déclaré le patron de la NOC, Mustafa Sanalla, cité dans le communiqué. L'« état de force majeure » permet une exonération de la responsabilité de la NOC en cas de non-respect des contrats de livraison de pétrole.

La NOC a maintes fois souligné l'importance de préserver « la neutralité » du secteur pétrolier et de le maintenir à l'écart « des conflits politiques », a rappelé son patron dans le communiqué. Le pétrole et le gaz représentent une source principale de revenus pour la Libye. Le secteur a cependant souffert au cours des dernières années des conflits armés et des fréquentes fermetures des champs et des ports pétroliers.

MACRON OU LE PEN ?

Ce qui changera pour les locataires et les propriétaires (IFI, APL...) selon le vainqueur de la présidentielle

Par César Armand

Chefs d'entreprise, salariés, demandeurs d'emploi, retraités, contribuables, propriétaires ou locataires, jeunes... leur vie ne sera pas la même selon le vainqueur de l'élection présidentielle. Pendant l'entre-deux tours, La Tribune a décidé de confronter les programmes des deux finalistes, non pas par thématique, mais par population concernée. Cinquième volet, les locataires et les propriétaires. Selon le rapport "France, portrait social" de l'Insee, publié fin novembre, 58% des ménages détiennent au moins un logement, que ce soit leur résidence principale ou un autre bien. La répartition est toutefois largement inégale : un ménage sur quatre détient presque les deux tiers des logements du parc immobilier. Alors qu'il reste, selon la Fondation Abbé Pierre, 300.000 sans domicile fixe (SDF), 4 millions de mal-logés - en cohabitation forcée, en suroccupation... - et 12 millions de précaires énergétiques, que proposent Emmanuel Macron et la candidate du

Rassemblement national, Marine Le Pen, pour les locataires et les propriétaires ? APL, caution... Le changement dans la continuité chez Macron En préambule de sa première conférence de presse de président-candidat le 17 mars dernier, l'actuel chef de l'Etat déclarait ne pas pouvoir "revenir de manière plus détaillée" sur "des sujets très importants (...) comme le logement qui touchent aussi notre quotidien". Force est de constater que la communication sur le sujet se fait encore attendre... Pas encore candidat, Emmanuel Macron avait déjà concédé ne pas être "allé suffisamment loin" sur la production de logements sociaux lors d'un débat enregistré et filmé avec le délégué général de la Fondation Abbé Pierre début février. Malgré le volontarisme de sa ministre du Logement Emmanuelle Wargon de vouloir construire 250.000 logements d'ici à fin 2022, seules 104.800 autorisations à construire au lieu de 120.000 ont été délivrées en 2021 auprès des bailleurs sociaux. Ces

derniers estiment même qu'il en faudrait 150.000 par an pour répondre aux 2,2 millions de demandes de logements sociaux. Dans un autre registre, malgré le tollé général à l'automne 2017 après la baisse de 5 euros des APL, le chef de l'Etat y annonçait vouloir « réformer les aides personnelles au logement » (APL). En ligne de mire, le revenu universel d'activité (RUA), évoqué dès la mi-2019, qui fusionnerait l'ensemble des aides sociales, dont les APL. "C'est une réforme d'ensemble. Elle est très importante et s'accompagnera, de toute façon, d'un investissement de la Nation parce que tout ça, ça ne se fait pas en baissant les prestations", expliquait Emmanuel Macron. En attendant une prise de parole du candidat de l'entre-deux-tours, c'est sa ministre du Logement Emmanuelle Wargon qui joue les porte-parole. Intervenant devant l'Union sociale pour l'habitat, la Fondation Abbé Pierre, la Fédération française du bâtiment et les associations d'élus France urbaine et Intercommunalités de France mi-mars,

l'ex-secrétaire d'Etat à la Transition écologique a prôné "la continuité" de l'action engagée depuis mai 2017. Sauf que dans le tract de 24 pages "Avec vous" distribué ici et là, Emmanuel Macron évoque ce sujet en deux lignes. Il y défend une caution publique élargie pour les locataires qui aiderait à lutter contre les discriminations dans le logement "et, en même temps", tout en proposant de sanctionner les mauvais payeurs. Une idée défendue par la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM) avant d'y renoncer en janvier 2020 suite à une réunion de travail avec la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). "Nous comprenons que les conditions techniques ne sont pas réunies pour créer un fichier des impayés locatifs [et] poursuivons le dialogue plus que jamais nécessaire avec les pouvoirs publics pour rétablir la confiance propriétaires-locataires", tweetait, à l'issue du rendez-vous, son président Jean-Marc Torrollion.

5 CAS ET 0 DÉCÈS

Cinq (05) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et aucun cas de décès ni de guérison n'ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué.



Alger 23°
Constantine 21°
Oran 22°
Ouargla 29°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
04:30	12:47	16:29	19:25	20:54

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 20 AVRIL 2022 // N°289 // PRIX 20 DA

UNE FOIS DE PLUS, LE COMPORTEMENT IRRESPONSABLE DE LA DIPLOMATIE MAROCAINE EST MIS À L'INDEX

Rabat s'oppose à une déclaration arabe condamnant les violations israéliennes à Al-Qods

L'Envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb, Amar Belani, a dénoncé lundi le «comportement irresponsable» de la diplomatie marocaine après le blocage d'une déclaration du Groupe arabe à l'ONU visant à condamner les graves violations par les forces de l'occupant sioniste de la sacralité des Lieux Saints à Al-Qods.

«Encore une fois, le comportement irresponsable de la diplomatie marocaine, à travers l'activisme de mauvais aloi de son inénarrable représentant permanent à New York, vient de jeter une lumière crue sur l'opportunité déplorable des autorités marocaines qui se sont assurées une rente viagère sur la question palestinienne, en particulier la présidence virtuelle du Comité Al-Qods, dont elles tirent des dividendes immérités, sur les plans politique et diplomatique, et ce sur le dos du peuple palestinien martyrisé par l'occupation et la répression», a indiqué Belani.

La réaction de l'Envoyé spécial au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger intervient après le blocage par le représentant permanent du royaume du Maroc à l'ONU, de la déclaration initiée dans le cadre du groupe des ambassadeurs arabes pour condamner les graves violations par les forces d'occupation sionistes de la sacralité des Lieux Saints à Al-Qods et de la répression sauvage qui s'est abattue sur des fidèles innocents.

Selon Belani, «la présidence en creux du Comité Al-Qods, dont la dernière réunion remonte à l'année 2014, a complètement et volontairement étouffé cette instance censée veiller et protéger les Lieux Saints musulmans de la ville, démontrant ainsi que l'instrumentalisation de cette instance poursuivait d'autres objectifs, notamment le fait de se ménager, sur la scène régionale, une capacité de manœuvre et d'influence afin de préserver de



bonnes relations avec l'entité sioniste et de légitimer un statut religieux unilatéral afin de ne pas se faire déborder par des courants islamistes sur la scène intérieure».

«Alors que la déferlante de la violence s'abat sauvagement sur des Palestiniens innocents sur l'Esplanade des mosquées, les contorsions indignes de la diplomatie marocaine à New York viennent d'offrir à la communauté internationale le spectacle lamentable d'un pays dont la normalisation avec Israël a fait de la question palestinienne une ligne rouge à ne pas franchir, au point de bloquer un texte de compromis accepté par l'ensemble des ambassadeurs arabes», a-t-il ajouté.

«Fâchée par la rupture des éléments de langage laudatifs auxquels elle était injustement habituée, la diplomatie marocaine a compris que le temps des hommages injustifiés et du fonds de commerce peu glorieux est désormais caduc face aux souffrances indicibles du peuple palestinien», a conclu Belani. L'Algérie condamne fermement l'agression sioniste contre les Palestiniens à Al-Aqsa

L'Algérie a fermement condamné la grave agression menée par les forces d'occupation sionistes contre les Palestiniens, vendredi à l'aube dans la mosquée d'Al-Aqsa. «L'Algérie a fermement condamné la grave agression menée par les forces d'occupation sionistes contre les Palesti-

niens vendredi à l'aube dans la mosquée d'Al-Aqsa en violation flagrante de la sacralité de la mosquée et de toutes les résolutions et chartes internationales pertinentes», a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

«L'Algérie souligne, ajoute-t-on de même source, la nécessité d'assurer une protection totale aux fidèles musulmans et de leur permettre d'accomplir leurs rituels dans la mosquée d'Al-Aqsa, qui est un wakf islamique». «L'Algérie a appelé la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, à assumer les missions qui leur sont dévolues et à agir pour mettre fin à ces provocations agressives et assurer la protection du peuple palestinien et de ses Lieux Saints», peut-on lire également dans le même communiqué.

«Les violations répétées commises par l'occupation sioniste contre le peuple palestinien dans les territoires palestiniens et l'insécurité et l'instabilité qui en résultent réaffirment l'urgence de lancer un processus de paix sérieux qui conduit à l'instauration d'une paix globale et juste au Moyen-Orient, au retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés et à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec El-Qods pour capitale», a ajouté le communiqué émanant du département de Ramtane Lamamra.

I.M.

GHARDAÏA DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU DE FAUX-MONNAYEURS

Un réseau criminel de faux-monnayeurs, composé de huit (8) individus, a été démantelé par la Brigade de recherche et d'investigation (BRI) à Ghardaïa et une somme de 646.000 DA de faux billets de 2.000 DA a été saisie, a rapporté hier, un communiqué de la cellule de communication de la de la sûreté de wilaya.

Agissant sur la base d'informations faisant état d'un réseau de faux-monnayeurs activant entre Tiaret et Ghardaïa pour inonder le marché de Ghardaïa en faux billets, les investigations ont permis d'identifier en premier lieu un des membres du réseau de faussaires qui se chargeait d'écouler les faux billets de coupures de 2.000 DA dans la région de Ghardaïa, avant de l'arrêter en flagrant



délit en possession d'une somme de 646.000 DA de faux billets, précise le communiqué.

Les éléments de la BRI ont procédé également, sur ordre du Parquet, à l'arrestation d'un tour de rôle des autres acolytes et à la saisie du matériel informatique (ordinateur portable, imprimante "intelligente" et 3 disques durs), ainsi qu'une somme de 100.000 DA issue de ce trafic, deux véhicules touristiques et trois utilitaires utilisés pour leur forfait et des comprimés (6) de

psychotropes, a ajouté la source. Les mis en cause (24 à 55 ans) sont poursuivis devant les instances judiciaires compétentes pour constitution d'une association de malfaiteurs, falsification de billets de banque de la monnaie nationale, atteinte à l'économie nationale et détention et commercialisation de psychotropes. Six (6) membres de la bande ont été inculpés et écroués alors que les deux (2) autres ont été placés sous contrôle judiciaire.

I.M.

JM ORAN-2022

LES SITES DES COMPÉTITIONS OFFICIELLES FIXÉS

Le Comité d'organisation de la 19e édition des Jeux méditerranéens (COJM) a arrêté définitivement la liste des sites sportifs appelés à accueillir les épreuves des 24 disciplines programmées lors de cette manifestation, prévue l'été prochain à Oran, a-t-on appris hier de cette instance. A cet effet, le stade de football de 40.000 places, relevant du nouveau complexe sportif d'Oran, bâti dans la commune de Bir El Djir, abritera le tournoi du sport le plus populaire. Des rencontres de ce tournoi auront également lieu au stade Ahmed-Zabana, ainsi que les nouveaux stades de Mers El Hadjadj (5.400 places) et de Sig (wilaya de Mascara) dont la capacité d'accueil est de 20.000 places. La finale du tournoi, dédié aux sélections nationales de la catégorie des moins de 18 ans, se jouera au stade Ahmed-Zabana, selon les organisateurs. Les épreuves d'athlétisme, l'une des compétitions les plus importantes des JM, se dérouleront au nouveau stade de 40.000 places, doté d'une piste d'athlétisme moderne. Concernant la salle omnisports de 6.000 places relevant du même complexe,



elle a été retenue pour accueillir le tournoi de handball (Messieurs) ainsi que les épreuves de gymnastique. Le tournoi de handball (Dames), lui, est programmé au niveau des salles omnisports d'Arzew et d'Aïn El Turck.

Quant au palais des sports "Hamou-Boutlélis", sis au quartier de "M'dina J'dida" (commune d'Oran), et qui a bénéficié d'importants travaux de rénovation, il accueillera une partie des rencontres du tournoi de volley-ball. L'autre partie aura lieu au niveau de la salle omnisports de Sidi El Bachir (Bir El Djir).

APS